

BELGIE-BELGIQUE  
P.B. 1/9352  
BUREAU DE DÉPÔT  
BRUXELLES 7  
JUILLET-AOÛT 2009

#42

prix 1,50 euro | 53e année | juillet-août 2009

# la gauche

comprendre le monde pour le changer

FACE À LA CRISE,  
PRÉPARONS  
LA RIPOSTE



## BELGIQUE/EUROPE

- 4** 8.000 voix pour une alternative 100% anticapitaliste par Ataulfo Riera
- 5** Un bilan positif pour la campagne européenne de la LCR par Ataulfo Riera
- 8** Un bilan de la campagne unitaire des élections régionales bruxelloises par Jan Willems
- 11** Les élections dans toute l'Europe par François Sabado
- 12** Sans-papiers: une 50aine de sans-papiers occupent l'ancienne gare de Bressoux par Denis Horman
- 14** La prostitution en polémiques par Sandra Invernizzi
- 16** Capitalisme, productivisme, socialisme réel et écosocialisme par Daniel Tanuro
- 17** Fermeture de bureaux de poste: la résistance est possible par Guy Van Sinoy
- 18** Guy Quaden doit battre en retraite par Eric Toussaint

## INTERNATIONAL

- 20** Vénézuéla: la nouvelle SIDOR explore les chemins de la participation par Fernando Esteban et Sébastien Brulez
- 23** Pérou: Les indigènes font plier le gouvernement et les multinationales par Hugo Blanco et Raul Zibechi
- 26** Stop Arming Israël! par Dominique Waroquiez
- 28** N'est-il pas temps de revoir le plan de partage de la Palestine? par Daniel Vanhove

## MEMOIRE

- 29** Tienanmen: Deng a prouvé que le libre marché et les libertés sont deux choses différentes, par Freddy De Pauw
- 32** Cet été, participez aux camps d'action pour le climat! par David Dessers



### Ont collaboré à ce numéro:

Ataulfo Riera, Céline Caudron, Chris Den Hond, Daniel Vanhove, Daniel Tanuro, David Dessers, Denis Horman, Dominique Waroquiez, Éric Toussaint, Fernando Esteban, François Sabado, Freddy De Pauw, Frédéric Lehembre, Georges Dobbeleer, Guy Van Sinoy, Jan Willems, Little Shiva, Matthias Lievens, Michèle Marteaux, Sandra Invernizzi, Sébastien Brulez

*La Gauche est le journal bi-mestriel de la Ligue Communiste Révolutionnaire LCR, section belge de la Quatrième Internationale.*

*Les articles signés n'engagent pas forcément la rédaction.*

*Adresse et contact: 20, rue Plantin, 1070 Bruxelles, info@lcr-lagauche.be*

*Tarifs et abonnements: 1,5 € par numéro; 8 € par an.*

*A verser sur le n° de compte de la Formation Léon Lesoil: 001-0728451-57 mention "La Gauche"*

**La Gauche est éditée par la Formation Léon Lesoil**  
e.r.: David Dessers  
20 rue Plantin, 1070 Bruxelles



# HOME: religion écologique ou écologie de combat ?

✦ par Daniel Tanuro

La situation est désespérée, mais tout espoir n'est pas perdu si nous nous convertissons à la religion écologique: tel est en résumé le message diffusé par "Home". En une heure et demi d'images et de commentaires, le film d'Yann-Arthus Bertrand ne parvient pas à identifier la cause précise des dégradations environnementales. En fait, l'idée implicite est que cette crise est le résultat de la nature humaine, plus exactement des vices de notre espèce.

D'entrée de jeu, le commentaire affirme qu'Homo sapiens a dilapidé "l'héritage de quatre milliards d'années" d'histoire naturelle. La crise écologique apparaît ainsi comme le juste châtement de l'enfant trop gâté. Plus loin, le rôle clé de l'exploitation des combustibles fossiles est assez correctement mis en évidence, mais les raisons pour lesquelles la Révolution industrielle y a eu recours, et surtout les raisons pour lesquelles ces combustibles demeurent la source d'énergie par excellence du capitalisme, sont passées sous silence. Pour "Home", l'exploitation frénétique des ressources n'est pas le produit de la course au (sur)profit: elle découle de la fâcheuse tendance du genre humain à vouloir travailler moins pour jouir plus de l'existence, qui entraîne prolifération de l'espèce et destruction des richesses naturelles.

Logiquement, "Home" reprend à son compte la fable de l'écocide, inventée par l'auteur à succès Jared Diamond. Diamond prétend que les Polynésiens, pour ériger des statues arrogantes, auraient ravagé l'écosystème de l'île de Pâques au point de faire sombrer leur civilisation dans la barbarie. Cette théorie n'a plus guère de crédit parmi les spécialistes: certains soulignent que la civilisation pascuane a succombé sous les coups de boutoir des raids esclavagistes, d'autres précisent que les forêts de l'île n'ont pas été détruites par les habitants mais par les rats. Malgré tout, la fable a la vie dure. Pour une raison idéologique: extrapoler de l'île à la pla-

nète permet de gommer les différences fondamentales entre les crises écologiques d'hier et d'aujourd'hui. Donc d'escamoter la responsabilité spécifique du capitalisme, alors que c'est précisément ce système productiviste qui nous menace. A cet égard, le commentaire de "Home" sonne comme un aveu: "(la théorie de l'écocide) n'est qu'une théorie parmi d'autres, mais c'est celle qui nous intéresse", dit Yann-Arthus Bertrand. Autant dire que ce film n'est qu'un morceau de propagande.

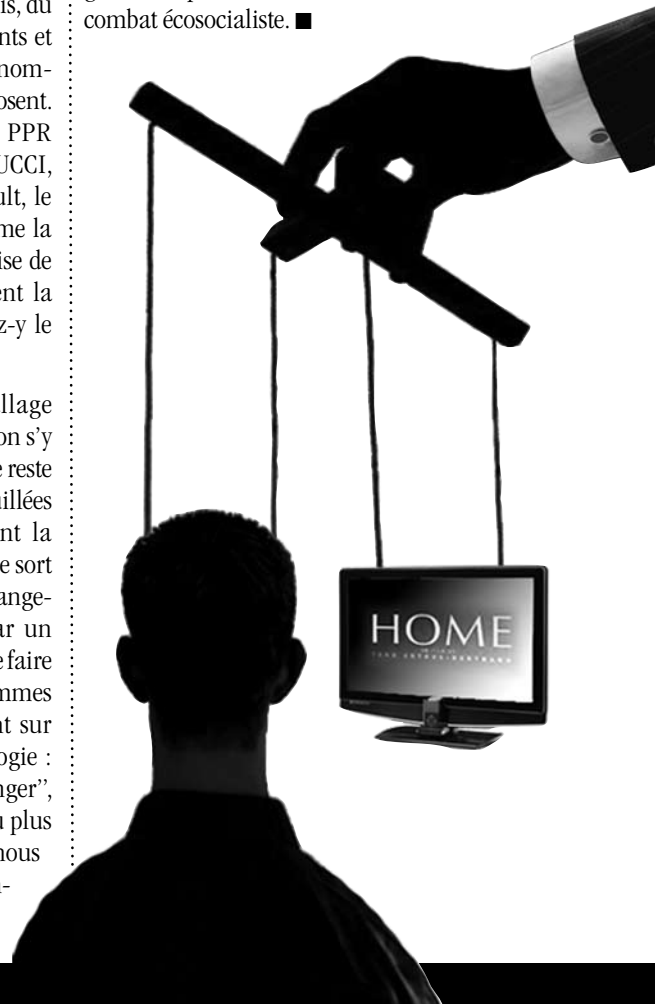
## Un morceau de propagande

Propagande pour quoi, pour qui? Pour le capitalisme? En définitive, oui. Envoyé par les images, chaviré par l'énumération des catastrophes, le spectateur angoissé pousse un "ouf" de soulagement en apprenant à la fin que nos responsables prennent la mesure du défi. Du Danemark à la Nouvelle Zélande, du Gabon aux Etats-Unis, du Costa Rica à l'Autriche, gouvernements et entreprises seraient de plus en plus nombreux à adopter les mesures qui s'imposent. Financé par le groupe capitaliste PPR (Conforama, Yves Saint-Laurent, GUCCI, FNAC, etc...) de François-Henri Pinault, le film se met lui-même en scène comme la manifestation exemplaire de cette prise de conscience des élites... qui montrent la voie à suivre. (Achetez Gucci, mettez-y le prix, c'est bon pour la planète).

Mais gare au simplisme. L'emballage idéologique de l'opération mérite qu'on s'y attarde. "La Terre est un miracle, la vie reste un mystère": l'une et l'autre sont souillées par les péchés capitaux, notamment la paresse, l'envie et la luxure. Dès lors, le sort de la planète ne passe plus par des changements sociaux, structurels, mais par un examen de conscience - "acceptons de faire les comptes de tout ce dont nous sommes les seuls responsables" - débouchant sur une conversion individuelle à l'écologie: "Nous avons tous le pouvoir de changer", "Chacun peut agir, du plus pauvre au plus riche". A croire le film, il suffirait que nous (toujours "nous") devenions des "consommateurs responsables" soucieux

de "commerce équitable", pour que commence "une nouvelle aventure humaine fondée sur l'intelligence, la mesure et le partage". Comme si le capitalisme connaissait d'autre intelligence que celle du profit, d'autre mesure que la démesure de la production, d'autre partage que celui que les exploités lui imposent par la lutte!

L'écologie de "Home" est une idéologie du consensus et du châtement, aux relents religieux. Elle cadre dans une vaste offensive capitaliste visant à utiliser la menace environnementale comme levier pour restructurer le capital aux frais du monde du travail, tout en semant le désarroi au sein de celui-ci. Face à cette écologie de la soumission, une autre écologie est nécessaire. Une écologie de la révolte, où l'éthique féconde l'action collective en vue de la transformation sociale. Une écologie anticapitaliste. C'est le sens de notre combat écosocialiste. ■



# 8.000 voix pour une alternative 100% anticapitaliste

❖ par Ataulfo Riera

La LCR remercie les électeurs et les électrices qui ont apporté leur soutien à la liste unitaire LCR-PSL aux élections européennes. Nous remercions également chaleureusement toutes les personnes qui nous ont activement aidé dans cette campagne pour distribuer nos tracts, coller nos affiches, co-organiser nos activités et nos interventions militantes, qui ont fait connaître autour d'elles avec enthousiasme l'existence de notre liste et nos propositions.

Malgré des moyens humains et matériels modestes - la LCR a dépensé moins de 7.000 euros pour sa présentation électorale, la quasi-totalité provenant de dons -, nous avons clairement pu faire entendre une autre voix à gauche, résolument anticapitaliste. 7.954 personnes ont ainsi apporté leur vote à une liste qui a défendu sans concession ou calcul électoraliste la nécessité de faire payer la crise aux capitalistes et à seuls, pour une alternative 100% anticapitaliste et pour la nécessité de rompre avec cette Union européenne illégitime afin de fonder une toute autre Europe par les euro-luttes.

Dans cette campagne, nous avons avancé l'urgence de mesures telles que l'interdiction des licenciements; l'augmentation des salaires; la nationalisation des banques et du secteur de l'énergie ou encore la régularisation de tous les sans-papiers et la suppression des centres fermés. Ces exigences, nous continuerons à les défendre avec autant de conviction après ces élections que nous l'avons fait pendant notre campagne.

En outre, que ce soit dans la rue, dans les activités militantes ou dans les médias, nous avons constamment souligné que seules les

luttes, les résistances et une mobilisation sociale d'ensemble, en Belgique comme dans toute l'Europe,

pourront imposer ces mesures d'urgence sociale et écologique. C'est dans le camp des luttes que

nous avons axé notre campagne, en manifestant contre les centres fermés à Vottem, avec les syndicats lors de l'euro-manif du 15 mai ou en soutenant le droit de grève menacé par le patronat. C'est sur ce terrain que nous poursuivrons nos efforts afin de renforcer et d'unifier ces résistances car c'est la seule voie capable d'empêcher le gouvernement et le patronat de continuer à faire payer la crise à la majorité sociale.

Nous savons déjà qu'il ne faut rien attendre de formations politiques qui ne remettent aucunement en cause ce système barbare, inhumain et écologiquement destructeur.

Aucun de ces partis ne veut rompre avec ce système, ni avec les 30 années de politiques néolibérales qui ont aggravé les inégalités, les injustices sociales et précipité la crise globale actuelle.

Céline Caudron

LCR, Ligue Communiste Révolutionnaire

Tête de liste LCR-PSL aux élections européennes

La LCR se réjouit du recul significatif de l'extrême droite en Belgique francophone et salue les résultats du PSL, son partenaire dans les listes unitaires, qui se présentait aux régionales dans trois circonscriptions wallones. La gauche radicale dans son ensemble n'a pas réalisé la percée attendue par certains mais totalise tout de même plus de 2% aux européennes.

La LCR tient également à féliciter ses partenaires pour les scores de la liste régionale unitaire PC-PSL-LCR-PH à Bruxelles, qui a obtenu 2042 voix, soit 0,5% - avec une pointe de 1,2% dans le canton de Saint Gilles. Des résultats qui nous encouragent à continuer à plaider et à agir en faveur d'une large unité de la gauche radicale sur une base anticapitaliste claire et sans compromissions vis à vis du social-libéralisme du PS ou de l'écolibéralisme d'Ecolo.

Nous nous sommes renforcés dans cette campagne où notre participation à ces listes unitaires aux européennes et à Bruxelles a constitué une première. Avec elles, nous avons posé un premier jalon dans la nécessaire refondation d'un anticapitalisme conséquent. Nous voulons poursuivre et élargir cette démarche dans les prochaines échéances électorales mais surtout - et avant

tout - dans les luttes à venir. Rejoignez la LCR pour renforcer ce combat! ■



# Un bilan positif pour la campagne européenne de la LCR

✦ par Ataulfo Riera

*Absente du terrain électoral "sous son propre drapeau" depuis de très nombreuses années, la LCR se trouvait donc devant un énorme défi en participant aux élections européennes du 7 juin dernier. Malgré un score très modeste, ce défi a été relevé avec succès.*

Comme le soulignait notre "Déclaration de la LCR sur les élections de juin 2009" adoptée au mois d'octobre 2008, "Nous faisons le choix de déposer une liste aux élections européennes car ces dernières seront l'occasion de se battre en faveur d'un programme clairement anticapitaliste, démocratique, féministe, écosocialiste et internationaliste (...). Si nous ferons tout pour obtenir un maximum de votes, nous ne nous faisons pas pour autant la moindre illusion sur l'ampleur de notre résultat. Notre bilan se fera avant tout sur notre capacité à mener une campagne dynamique".

Parmi les objectifs politiques de notre campagne, cette "Déclaration" d'octobre pointait notre volonté d'affirmer une opposition résolue à l'Union européenne capitaliste et le fait – déterminant selon nous – que dans le contexte de la crise du capitalisme seules les luttes et les mobilisations sociales coordonnées permettront d'inverser le cours des choses en faveur de la majorité. De ce point de vue là, on peut affirmer sans détour que l'objectif a été rempli puisque nous avons clairement axé notre campagne sur le terrain de ces luttes.

Nous avons également affirmé que nous étions favorables et disponibles pour une vaste unité électorale des forces de la gauche. C'est donc finalement avec le PSL (Parti Socialiste de Lutte) qu'un accord unitaire sur une base clairement anticapitaliste et contre l'Union européenne a pu se réaliser au scrutin européen. Aux

régionales, nous participions à une liste plus large à Bruxelles (voir ailleurs dans ce numéro) et nous appelions à voter pour les trois listes du PSL en Wallonie.

## Nos résultats électoraux

Les résultats chiffrés, avec 7.954 voix (0,32%) sont bien sûr – et sans surprise – très modestes. Ils reflètent bien notre implantation, l'état de nos forces militantes, nos moyens matériels et financiers limités ainsi que l'existence de quatre listes concurrentes à la gauche du PS et des Verts. Le tout dans un contexte marqué par l'absence de mobilisations et de luttes sociales d'ampleur et massives puisque nous ne sommes qu'au début de la crise capitaliste,

### Collège électoral francophone:

Liste	Votes	%
PTB+:	28.483	1,16
LCR-PSL:	7.954	0,32
CAP-d'Orazio:	7626	0,31
PC-GE:	7533	0,31

que ses effets ne se font pas encore sentir dans toutes les couches de la population et qu'elle suscite, comme cela a toujours été historiquement le cas dans sa phase initiale, un sentiment de crainte peu propice à ces mobilisations ou à "l'audace" électorale.

Enfin, même si le phénomène joue d'une manière moindre aux européennes qu'aux régionales, comme toutes les autres listes de

la gauche radicale, nous avons subi la forte pression d'un "vote utile" significativement renforcé par le clivage "gauche" - droite impulsé en fin de campagne par le PS face au MR d'une part et par la forte progression d'Ecolo, qui a été vu par un électoralat de gauche – et de droite – comme un instrument "utile" pour sanctionner le PS ou l'éjecter du pouvoir.



En termes de classement dans la gauche radicale, nous nous situons bien après le PTB et très légèrement devant le PC et le CAP-d'Orazio. A cet égard, il s'agit d'un résultat qu'on ne peut sous-estimer si l'on considère que, contrairement au PC, au PTB ou au CAP, nous avons mené une campagne avec un profil et un discours radical "pointu" (anticapitaliste, féministe et écosocialiste); en défendant ouvertement des revendications transitoires (nationalisation des banques et de l'énergie sous contrôle des travailleurs, interdiction des licenciements...) et que nous n'avons cédé à aucune forme d'électoratisme ou de populisme.

On doit noter que pour toute la gauche radicale prise ensemble, si progression il y

a, on ne peut nullement parler de "percée" avec 51.595 voix, soit 2,1%. A titre de comparaison, si aux élections européennes de 2004 le total des deux listes la gauche radicale qui s'y présentaient était de 25.320 voix (1,1%), aux élections législatives de 2007 les 4 listes présentes à ce scrutin ont totalisé 47.948 voix, soit 1,9%. La progression est donc minime.

Pour ces européennes, c'est évidemment au "microscope" qu'il faut analyser en détail nos résultats chiffrés. Mais l'exercice n'est pas inutile au regard des rapports de forces avec les autres organisations de la gauche radicale et comme baromètre de notre implantation. Ainsi, c'est dans la Région Bruxelloise que notre score est le plus important, puisque la liste LCR-PSL y fait 0,62% (2.513 votes), soit le double en pourcentage de notre résultat pour l'ensemble du collège électoral francophone. Ce score est également supérieur à celui de la liste unitaire régionale bruxelloise PC-PSL-LCR-PH (0,50%), ce qui confirme la pression un peu moindre du "vote utile" aux élections européennes.

C'est également à Bruxelles que les écarts avec les résultats des autres organisations de la gauche radicale sont les plus notables. Notre score représente ainsi quasiment le double de celui réalisé par la liste PC-GE (0,33%). Dans le canton de Saint-Gilles, traditionnellement très à gauche nous réalisons notre meilleur score en Belgique francophone avec 1,4% de voix (contre 1,5% pour le PTB, 0,7% pour le PC et 0,4% pour CAP). L'ensemble de la gauche radicale dépasse ainsi dans ce canton les 4%! De tels scores sont bien entendu le résultat du travail mené par les sections du PSL et de la LCR sur Bruxelles. Malgré l'effort supplémentaire qu'a représenté la participation à la liste régionale, la section de Bruxelles a mené une excellente campagne de terrain.

En Wallonie, c'est dans le Hainaut que nous comptabilisons le plus de votes après Bruxelles avec 2.069 voix, tandis que le pourcentage y est légèrement moindre (0,28%) que la moyenne francophone (0,32%). Dans cette province géographiquement étendue, les résultats reflètent bien également l'implantation militante, qui est plus éclatée. Nos meilleurs scores sont ainsi réalisés à Mons (0,5%) où existe une dynamique section du PSL, ainsi que dans les cantons de Binche (0,5%) et de Frameries (0,4%). Nos camarades de la section de Charleroi-Le Centre ont réalisé eux aussi un énorme travail.

Dans la province de Liège, notre pourcentage est sensiblement équivalent à notre moyenne francophone et nous récoltons 1.732 votes. Là aussi le résultat chiffré est directement lié à notre implantation militante et à la bonne collaboration entre les sections liégeoises de la LCR et du PSL. Le résultat y est à la hauteur du travail accompli avec un score de 677 votes, soit 0,7%, pour le canton de Liège. Partout ailleurs dans la province, nos résultats par cantons sont par contre inférieurs à la moyenne provinciale, sauf à Stavelot (0,31%) et à Verviers (0,32%).

Dans les autres provinces, où nous n'avons pas de section organisée et où un travail de propagande systématique n'a donc pas été possible, les résultats sont bien sûr à l'avenant: Brabant wallon (0,25%); Namur (0,19%) et Luxembourg (0,19%). Quelques efforts menés tant par la LCR que le PSL ou par des sympathisant/es ont toutefois donné quelques petits résultats dans plusieurs cantons. A ce titre, nous voulons grandement remercier toutes les personnes qui nous ont contacté au cours de la campagne pour nous aider à diffuser notre matériel dans leur localité.

### Dans les urnes comme dans la rue...

Cette campagne électorale nous a donné l'occasion de faire connaître la LCR et nos propositions parmi des couches très larges et de nous profiler parmi elles comme une organisation clairement anticapitaliste, féministe, écosocialiste et internationaliste. Elle nous a permis de redynamiser notre

l'organisation et à l'occasion des échéances qui se profilent dès la rentrée prochaine.

En effet, en Belgique francophone, la formation de gouvernements "olivier" va, dans le contexte de la crise et de l'austérité (qui vont faire très mal dans les mois à venir), mettre encore plus l'accent sur l'absence d'une force d'opposition de gauche conséquente. Avec les Verts au pouvoir, cela ajoute toute l'importance d'une dimension écosocialiste à cette opposition 100% à gauche. Dans ce sens, la LCR poursuivra ses efforts afin de défendre une alternative résolument anticapitaliste, en soutenant et encourageant les luttes et les résistances avec autant de force et de détermination qu'au cours de sa campagne électorale. Nous plaiderons également l'unité d'action de la part de l'ensemble de la gauche radicale face aux plans d'austérité des gouvernements fédéraux et régionaux qui s'annoncent.

### La campagne en chiffres

La réalisation d'un bon site internet de campagne (agréable à consulter et avec du contenu) et d'une série de vidéos de très bonne qualité nous a considérablement aidé à profiler notre campagne de manière "moderne", sérieuse, et accessible. Depuis son lancement à la fin du mois d'avril jusqu'au 7 juin, le nombre total de visites uniques sur ce site de campagne a été de 9.809, soit une



Freddy Dewille, LCR  
dernier suppléant sur la liste LCR-PSL

organisation autour d'une activité commune et de démontrer notre capacité à mener une réelle campagne électorale et à relever ses principaux défis (récolte des signatures de parrainage, élaboration d'un programme solide, d'un matériel élaboré, avec une large diffusion militante, etc). Last but not least, cette campagne se traduit par un renforcement militant de la LCR et par un large "capital sympathie" autour de nous. Tout cela constitue une base qu'il nous faut à présent consolider pour le renouvellement et la relance de

moyenne quotidienne de 226 visites uniques. Une série de 9 vidéos de très bonne qualité ont été réalisées par nos soins et diffusées sur internet et parfois reprises sur des sites d'infos de médias commerciaux. A noter que l'interview vidéo de notre tête de liste Céline Caudron au "Talk Elections" du site RTL Info a été vue 14.600 fois (3e plus vue sur 100 candidat/es) En 5 mois, pas moins de 14 tracts et 3 affiches ont été réalisés au cours de cette campagne pour un tirage total de 75.000 tracts et 6.300 affiches. L'un des défis de notre campagne était de pouvoir

la réaliser de la manière la plus auto-financée possible. Au total, moins de 7.500 euros ont été dépensés pour notre campagne, la quasi-totalité provenant de dons.

### Dans les médias...

Notre liste a bénéficié (avec des temps et un espace très variables bien entendu!) de 8 passages télé; 5 passages radio et a été citée dans une trentaine d'articles de presse et/ou sur internet. Comparativement aux élections précédentes, pour une liste de la "petite gauche", l'écho médiatique a donc été notable, mais il ne représente toujours qu'une infime partie de celui consacré aux partis traditionnels! De plus, cet écho ne fait pas tout: c'est la présence sur le terrain qui compte avant toute chose. On doit cependant souligner la très bonne prestation médiatique de notre camarade et tête de liste Céline Caudron, qui a donné une image déterminée, combative, féministe et jeune à notre campagne. Présentée comme le "nouveau visage de l'extrême gauche", Céline recueille un bon score personnel avec 2.000 voix de préférence. Ensuite, notre campagne menée de concert avec d'autres partis anticapitalistes européens, dont le plus connu est le NPA, a également été un élément important. Notre camarade Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, a soutenu notre campagne par sa présence à notre conférence de presse à Tournai et à travers un message vidéo, ce qui nous a grandement aidé à "forcer" le black-out médiatique. Loin de "fétichiser" l'image de Besancenot ou encore moins d'espérer obtenir une

illusoire percée électorale avec elle, il s'agissait d'opérer une identification politique entre le courant et l'orientation qu'il incarne et notre propre campagne. De ce point de vue, le résultat a été largement atteint.

### Des encouragements...

Au cours de notre campagne nous avons reçu plusieurs messages de soutien, par mail ou de vive voix lors de nos interventions sur les marchés, dans les manifestations et rassemblements. Beaucoup de personnes ont marqué leur enthousiasme à découvrir l'existence de notre organisation et d'une liste anticapitaliste en Belgique.

dynamique et loin des stéréotypes poussiéreux sur la gauche radicale, sans nous perdre dans des débats communautaires et institutionnels imposés par le haut, en proposant des mesures radicales et en insistant sur la nécessité de renforcer les résistances et les luttes sociales pour que cette crise soit payée par les capitalistes et eux seuls. Certain/es nous ont promis leur vote parce que le soi-disant "vote utile" pour les candidat/es les plus à gauche sur les listes PS ou Ecolo ne les convainc plus, parce qu'ils/elles préféreraient, cette fois-ci, voter en fonction de leurs convictions, parce que la crise qui n'en est qu'à ses débuts met en lumière toute la pertinence



Les réactions étaient aussi très positives quant aux messages que nous avons véhiculés, avec un profil

d'alternatives anticapitalistes, ... Merci à toutes celles et tous ceux qui nous ont apporté leurs encouragements. Ca nous a fait chaud au cœur. Ca a boosté notre enthousiasme tout au long de cette campagne et conforté notre volonté de continuer, dans les quartiers, dans les entreprises, dans les écoles, à soutenir les résistances et les luttes, à défendre le plus largement possible une alternative résolument anticapitaliste et à poser des jalons pour construire une large force d'opposition 100% à gauche. ■

# Un bilan de la campagne unitaire des élections régionales bruxelloises

✦ par Jan Willems

*Aux élections régionales bruxelloises, la Ligue Communiste Révolutionnaire s'est présentée sur la liste unitaire PC-PSL-LCR-PH avec le Parti Socialiste de Lutte, le Parti Communiste et le Parti Humaniste. Pour la première fois, quatre organisations de gauche radicale se sont rassemblées autour d'une plateforme politique commune sur une liste unitaire qui a récolté un résultat modeste mais sans surprise de 0,50% des voix.*

## Un contexte général de prudence et d'attentisme

Bien que l'économie mondiale capitaliste et la Belgique s'enfoncent plus profondément dans la crise depuis l'automne passé, ces élections régionales n'ont pas été marquées par une mobilisation et une radicalisation de la population face aux attaques patronales et gouvernementales. Cette absence de radicalisation a pu se vérifier lors des différentes luttes sociales et manifestations sur Bruxelles (Sans-Papiers, IAC-FIAT, manifestation contre la présence des troupes belges en Afghanistan, ...) qui réunissaient peu de monde en dehors de militants et sympathisants d'organisation. Même la manifestation syndicale internationale ressemblant 50.000 personnes le 15 mai était essentiellement composée des délégués et permanents syndicaux. Les délégations présentes restaient très modérées, même pour les calicots, à quelques exceptions près (notamment la délégation de VW ou par la visibilité de la campagne "le capitalisme nuit gravement à la santé" de la FGTB wallonne). On n'y a pas observé de débordement des consignes des directions syndicales.

Malgré les encouragements qui nous étaient exprimés à travers les récoltes de signatures de parrainage pour le dépôt de la liste unitaire régionale ou lors de

nos interventions publiques, notre meeting commun du 8 mai a rassemblé une centaine de personnes, pour la plupart militantes des organisations. Les réactions dans la campagne n'indiquaient pas non plus une radicalisation ou une mobilisation massive de la population mais plutôt un dégoût général de la politique et une inquiétude face à la crise économique. La récession n'en est qu'à ses débuts. Même si de nombreux secteurs sont déjà touchés (automobile, métallurgie, chimie, intérim), il semble que la majorité de la population reste dans l'attente et espère que les partis traditionnels trouveront des solutions à la crise. Cette attitude de prudence et d'attentisme pourrait changer soudainement avec l'approfondissement de la crise dans les mois qui viennent mais elle semblait dominer au moment du scrutin. Cela peut expliquer pourquoi le soi-disant "vote utile" a pu nuire aux listes de l'extrême droite où les électeurs préféraient des partis traditionnels. Il est probable que ce contexte de crise a également poussé des électeurs de la gauche radicale à voter PS ou Ecolo pour barrer la route au MR.

## Abstention et vote "utile"

L'abstention a continué de progresser pour passer de 15,8 en 2004 à 16,1% en 2009 alors que les votes nuls sont passés de 3,15 à 3,81%. Un cinquième de l'électorat bruxellois n'a pas voté ou a voté nul. La chute du PS a été moins forte que ne le prévoyait les sondages à Bruxelles. La perte était quelquefois estimée à 50% des voix, le PS chutant jusqu'à 14,4% des suffrages. Finalement le PS passe de 33,35 à 26,24%, soit une perte de moins de 20% de ses voix. Cette performance pourrait s'expliquer par la forte mobilisation des militants du PS qui ont joué la carte de la peur de la droite et du "bain de sang social" au cas où les libéraux arrivaient au pouvoir avec un poids électoral renforcé. Comme en Wal-

lonie, l'extrême gauche a pu souffrir à Bruxelles d'un phénomène de vote "utile" en faveur du PS.

A l'instar de ce qu'on a pu observer en Wallonie, et dans une moindre mesure en Flandre, l'extrême droite s'est effondrée en région bruxelloise, passant de 45.000 voix (VB, FN, FNB) en 2004 à moins de 18.000 voix en 2009 (20.000 voix si l'on ajoute celles de la liste De Decker). C'est un résultat extrêmement positif pour le monde du travail en général et pour les communautés d'origine immigrée en particulier.

Ecolo fut le seul vrai gagnant en doublant ses voix. La perte du PS n'explique pas l'entièreté du gain d'Ecolo (il ya donc probablement eu des transferts du MR et du CDH vers Ecolo comme le suggèrent certaines études sur ces élections). La crise n'a pas généré à Bruxelles une poussée vers la droite.

## Pas de "percée" pour la gauche radicale

Dans ce contexte, le PTB a presque doublé ses voix (si l'on additionne les voix de PVDA puisque la liste était commune en 2004) pour atteindre 0,84%. La liste unitaire PC-PSL-LCR-PH arrive derrière avec 0,50% et 2.042 voix. Celle de Cap D'Orazio n'atteint que 0,13% des voix.

Le score de la liste unitaire est largement supérieur aux scores des régionales wallonnes où le PC (et les candidats PH sur les listes PC-GE) se présentaient sur le sigle PC-GE. Par contre, il correspond quasiment à la moitié des scores additionnés des deux listes européennes PC-GE et LCR-PSL qui atteignent ensemble 0,95% des voix dans la région Bruxelles-Capitale (0,33% pour la liste PC-GE et 0,62% pour la liste LCR-PSL). Cette différence avec la liste unitaire PC-PSL-LCR-PH, qui rassemble pourtant à Bruxelles toutes les composantes de ces deux listes européennes, peut s'expliquer par le



phénomène du vote "utile" qui est plus fort aux régionales qu'aux européennes et qui joue en défaveur des petites listes.

Nous regrettons que la liste Egalité ait voulu se construire et se présenter à côté de la liste unitaire plutôt que de l'élargir et l'enrichir en s'y joignant. Mais nous félicitons néanmoins cette autre petite liste, la seule clairement à gauche et populaire dans ses principaux axes programmatiques qui dépasse les listes de la gauche radicale avec un score de 1,05%, et cela malgré des moyens militants et financiers très limités. Il est difficile d'identifier précisément les causes de ce relatif succès mais on peut citer l'engagement de Nordine Saïdi (qui réalise le très bon score de 1.332 voix de préférence) et d'autres membres d'Egalité pour la Palestine, les positions contre les discriminations racistes et pour l'accès à de

bons services publics ou encore le fait que cette liste présente de nombreux candidats disposant d'une base sociale locale. Cette réussite nous incite d'autant plus à engager des discussions politiques sérieuses sur nos divergences et nos convergences avec les militants progressistes de cette organisation politique encore peu structurée et à inviter nos partenaires de la liste unitaire à en faire de même.

Avant les élections, il était possible de s'accorder sur une opération dite de "regroupement", qui consistait à additionner les scores de petites listes distinctes mais liées par cette opération purement technique afin de mieux affronter le seuil d'éligibilité fixé à 5% de manière totalement antidémocratique par les grands partis traditionnels. A l'époque, la LCR avait proposé à ses partenaires d'inviter Egalité à

opérer ce regroupement avec la liste unitaire. Mais notre proposition n'a pas été retenue. Nous avons perçu cette attitude comme une erreur et l'avons signalé à nos partenaires, tout comme notre volonté de dialoguer avec Egalité. Il n'est évidemment pas certains que ces discussions soient fructueuses. Mais des actions communes, sur le terrain des luttes comme sur le plan électoral, avec des initiatives comme Egalité nous semblent indispensables pour que la gauche radicale ne se coupe pas d'une partie importante de la classe ouvrière et des préoccupations liées aux réalités de vie dans les quartiers populaires bruxellois. De plus, en l'absence d'une telle démarche, la gauche radicale risque très probablement de se morceler électoralement encore plus.

→



## Les faiblesses de notre campagne

Un résultat de 0,50% n'est évidemment pas satisfaisant en soi mais il était prévisible avec des forces militantes limitées et une faible couverture médiatique. Malgré quelques passages dans la presse écrite, télé et radio, notre apparition médiatique est restée bien plus de cent fois inférieure à celle des partis de gouvernement omniprésents, tant dans les médias que sur les panneaux électoraux.

Il est clair que le fait d'avoir des alliances électorales différentes au niveau des élections européennes et régionales a freiné la dynamique unitaire et a semé la confu-

avec ses militants dans ce sens. Le PC, lui, a clairement imposé comme condition à une alliance électorale la dénomination « GE » (Gauche Européenne) pour inscrire la campagne dans le cadre du Parti de la Gauche Européenne (PGE). Cette condition non négociable était inacceptable -et peu propice à une démarche unitaire- car le programme du PGE est favorable aux institutions européennes existantes et donne l'illusion que le Parlement européen tel qu'il existe actuellement pourrait être un outil pour défendre les travailleurs alors qu'il ne dispose d'aucun pouvoir réel. Selon nous, une campagne anticapitaliste conséquente implique au contraire de

une base clairement anticapitaliste et mettait en avant la nécessité des luttes sociales pour imposer à la bourgeoisie et à son gouvernement un plan de mesures d'urgence. C'est sur cette base que le PC a réalisé avec les trois autres organisations son meilleur score électoral. Nous espérons sincèrement que le PC tirera les conclusions politiques de ces deux élections de façon à pouvoir élargir l'unité lors des prochaines échéances électorales.

## Les aspects positifs de la campagne unitaire en région bruxelloise

A travers cette liste, nous nous sommes accordés entre quatre organisations sur une plateforme politique commune anticapitaliste, prenant la mesure de la crise globale du capitalisme, refusant toute coalition avec des partis gouvernementaux, défendant des mesures d'urgence et encourageant le renforcement des mobilisations sociales. Ces positions politiques, autant que le caractère unitaire de la liste, nous ont ainsi démarqué des autres listes de gauche. Cette démarche unitaire a évité un morcellement électoral encore plus grand, peu compréhensible pour la population et qui aurait surtout profité au PTB et aux partis traditionnels. Le faible score de CAP d'Orazio à Bruxelles est significatif à cet égard. Elle permet de mieux peser électoralement face à PTB et de porter un message anticapitaliste beaucoup plus clairement qu'à travers la campagne du PTB.

Le "groupe de pilotage" de la liste rassemblant des représentants des quatre organisations a permis de coordonner notre campagne commune, tout en nous enrichissant mutuellement de méthodes et de pratiques. Cette campagne unitaire a également créé un certain enthousiasme "à gauche de la gauche" et a permis de mobiliser des gens qui ne l'auraient pas été si nous étions présentés de manière séparée. Elle a amélioré les relations entre les quatre organisations en créant plus de confiance et de fraternité entre des militants. Elle a donc contribué à commencer de réduire le sectarisme dans chacune des organisations et à envisager une poursuite de ce travail unitaire, sur des bases politiques claires et avec des méthodes plus efficaces et conséquentes.

Cette campagne unitaire fut donc positive et constitue un pas de plus dans la refondation des forces politiques anticapitalistes en Belgique. ■



sion dans une partie de la population. La multiplication des sigles, numéros de listes et affiches ne nous a pas aidés. Cette différence d'alliances a également diminué notre impact médiatique face au PTB puisque les interventions à la télévision et à la radio de Pierre Eyben du PC et de Céline Caudron de la LCR ne pouvaient être que partiellement unitaires.

Nous avons dès le départ souhaité une liste unitaire de la gauche radicale aux européennes aussi large que possible en incluant le PC et le PTB. Le PTB nous a signifié qu'il irait seul à ces élections. Nous continuons à souhaiter une alliance électorale unitaire sur des bases politiques claires avec le PTB et nous continueront à discuter

mettre en avant la nécessité d'encourager et de soutenir des luttes sociales contre les bourgeoisies européennes, leurs gouvernements ainsi que tous les traités et institutions européennes existants.

Pour les régionales à Bruxelles, par contre, le PC a accepté de discuter sans condition préalable et les quatre organisations ont pu élaborer par des délégations dûment mandatées un programme et une appellation pour une liste unitaire. Ce programme défendait les intérêts du monde du travail, de tous les exploités et opprimés et donc bien évidemment des chômeurs, des retraités, des personnes issues de l'immigration et de la colonisation, des femmes et des milieux populaires. Il a été construit sur

# Les élections dans toute l'Europe



✦ par François Sabado

Les dernières élections européennes ont d'abord confirmé une large abstention populaire. Près de 60% des électeurs ne se sont pas rendus aux urnes. Cette abstention ne peut donner qu'une vision déformée des rapports de forces réels en Europe. Mais elle confirme la crise de légitimité de l'Union européenne et des partis de gouvernement qui inscrivent leur politique dans ce cadre. D'autres grandes tendances se dégagent. D'abord une poussée de la droite dans toute l'Europe. La droite l'emporte dans les grands pays où elle gouverne : en Allemagne, en France, en Italie, en Belgique, aux Pays Bas, en Pologne, en Autriche, en Hongrie. En Bulgarie, en Lituanie, en Lettonie, en Slovénie et à Chypre, les partis de droite arrivent, aussi, en tête.

Cette poussée de la droite s'accompagne dans une série de pays de montée des forces de la droite populiste et de l'extrême droite, notamment aux Pays bas, où le parti d'extrême droite islamophobe et anti européen du député Geert Wilders a obtenu 16,4 % des voix et 4 députés. En Autriche, en Finlande, en Hongrie, les forces d'extrême droite qui se sont déchainées dans des campagnes anti-immigrés connaissent aussi une progression. En Grande Bretagne, le BNP a obtenu 2 sièges de députés, avec 6,7 % des voix. La Grèce connaît aussi une percée de l'extrême droite, avec les 7,2 % de l'organisation LAOS.

La social démocratie du PSE recule, en particulier dans les pays où elle gouverne : en Grande Bretagne, en Espagne, au Portugal. Elle connaît une véritable débâcle électorale en Allemagne où elle n'atteint que 21 %, un des plus faibles scores électoraux du SPD, sans parler de l'effondrement du PS en France.

Les écologistes, avec près de 60 députés élus, sortent renforcés du scrutin. Une des percées les plus significatives étant celle d'Europe Ecologie de Cohn Bendit en France, qui résulte de deux facteurs : la "crise du politique" et la centralité de la question écologique.

L'organisation danoise "Folkebevægelsen mod EU (Mouvement populaire contre l'UE)", en centrant sa campagne contre l'Union européenne, voire contre l'Europe, a fait réélire un député, Søren Søndergaard, par ailleurs membre de l'Alliance Rouge et Verte et de la IVE Internationale.

Le Parti de la refondation communiste (PRC) en Italie, avec 3,23 % n'a plus de représentants au Parlement européen.

En Grande Bretagne, les résultats de la gauche radicale sont décevants, avec la liste NO2EU à 1% de même que le SLP d'Arthur Scargill. Syriza (coalition de la gauche radicale) en Grèce en obtenant 4,7 % des suffrages et en élisant un député au Parlement européen, n'atteint pas ses objectifs de faire élire 3 députés. Le NPA en France a consolidé son électorat. Il a progressé par rapport aux résultats des listes LCR-LO aux dernières élections européennes de 2004 (+2,3%) sans avoir pu faire élire un député européen.

Pour nombre d'organisations de la gauche anticapitaliste, c'était leur baptême du feu électoral. Le Parti polonais du travail, Izquierda Anticapitalista dans l'Etat espagnol, Workers initiative en Suède, la liste LCR-PSL en Belgique, le SSP en Ecosse, Antarsya (coalition anticapitaliste en Grèce) ont fait de bonnes campagnes mais leurs résultats n'ont pas dépassé les 1%.

## La crise ne produit pas automatiquement plus de voix anticapitalistes

Dans la gauche anticapitaliste, il faut souligner les résultats du SP en Irlande qui obtient, après la campagne du Non irlandais un député à Bruxelles.

En fait, la seule et véritable percée de la gauche anticapitaliste vient du Portugal avec le Bloco de

Esquerda avec 10,73 % des suffrages et 3 sièges de députés.

Il est toujours difficile de tirer des enseignements globaux sur les rapports de forces sociaux et politiques, avec un scrutin marqué par une abstention de près de 60 % des électeurs. Néanmoins, les premiers effets socio-économiques de la crise-licenciements, explosion du chômage, baisse du pouvoir d'achat- n'ont pas produit de mouvements de radicalisation électorale, à gauche ou dans un sens anticapitaliste. La percée du Bloco de Esquerda constituant une exception.

Il y a un paradoxe qui voit les formations politiques de la droite néolibérale, instigatrices des attaques antisociales, flanquées des droites populistes ou de l'extrême droite, confortées par le scrutin des européennes.

Nous aurions pensé que la crise favoriserait les idées anticapitalistes. La situation est plus compliquée. Les résistances sociales, qui n'ont pas encore débouché sur des luttes d'ensemble des salariés et de la jeunesse ne produisent pas mécaniquement une alternative anticapitaliste. Les PS s'enfoncent dans la crise, libèrent de nouveaux espaces, mais le développement de la gauche anticapitaliste reste inégal.

Il faut maintenant poursuivre dans une politique qui stimule les mobilisations sociales contre la crise économique et écologique et l'accumulation de forces pour rendre de plus en plus crédibles les solutions anticapitalistes, et cela en toute indépendance des vieilles directions de la gauche traditionnelle. C'est la voie pour construire un pôle anticapitaliste européen. ■



# Une cinquantaine de sans-papiers occupent l'ancienne gare de Bressoux

**Alors qu'ils occupent depuis deux mois, de jour, un bâtiment de l'Université de Liège (ULg), une 50aine de sans papiers de l'OSP (Organisation des Sans Papiers) se sont installés, début juin, dans l'ancienne gare de Bressoux, une des communes du grand Liège. En lien avec d'autres occupations de sans papiers dans le pays, ils exigent l'application de l'accord gouvernemental de mars 2008.**

❖ *Propos recueillis par Denis Horman LCR (Liège), le 11 juin 2009.*

*La Gauche a interviewé France Arets – porte-parole du Collectif liégeois de résistance aux centres pour étrangers – et des membres de l'OSP en occupation.*

**La Gauche :** Vous occupez depuis le 15 avril un bâtiment de l'ULg, rue des Pitteurs à Liège et vous vous retrouvez maintenant ici dans cette gare désaffectée. Pourquoi ?

**OSP :** Le rectorat de l'ULg nous avait fait savoir qu'il lui serait quasi impossible d'assumer la responsabilité de cette occupation après le 30 juin, début des vacances scolaires. Il nous fallait donc trouver un autre lieu pour continuer la mobilisation. Nous avons trouvé cet endroit, une gare désaffectée, à l'abandon depuis quelques

années. Cette occupation prend une double signification. Nous sommes ici ensemble pour exiger l'application de l'accord gouvernemental de mars 2008 et continuer la lutte obtenir notre régularisation et celles de tous les sans papiers. Mais aussi pour concrétiser un droit humain fondamental : le droit au logement. Il y a ici des sans-papiers qui n'ont pas de logement, qui dormaient dans la rue, alors qu'il y a des bâtiments vides, comme ce bâtiment de la SNCB, laissé à l'abandon depuis des années. Regardez, nous avons tout nettoyé, réinstallé l'eau, l'électricité. Nous dormons ici, nous mangeons ici, nous commençons à bien nous organiser. Les premiers qui nous ont aidés, c'est le groupe de jeunes de la Chauve-Souris qui occupent eux aussi à Liège un bâtiment désaffecté ; ce sont les habitants du quartier, des gens qui n'ont pas beaucoup de moyens, mais qui ont apporté de la nourriture, des couvertures, des matelas ; et bien sûr, le comité de soutien aux sans papiers de Liège, avec France et d'autres personnes, d'autres organisations comme les syndicats...

**LG :** Votre premier objectif est l'application immédiate de l'accord gouvernemental de mars 2008.

**OSP :** On nous a fait tellement de promesses ! On attend, on attend ! Il y a ici des amis qui sont en Belgique depuis 10, 8, 5, 3 ans et qui attendent leurs papiers. On nous dit « il faut faire preuve d'intégration ». Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Il y a ici des gens de plusieurs nationalités africaines qui ont des diplômes, qui parlent plusieurs langues. Il y a, depuis un an et presque 3 mois, un accord gouvernemental qui pourrait déjà permettre d'importantes régularisations et empêcher des arrestations et des expulsions arbitraires. Mais rien n'est concrétisé. On tient bon, mais beaucoup d'entre nous sont déprimés, désespérés.

**France Arets :** L'accord gouvernemental

de mars 2008, même s'il n'instaurait pas de commission de régularisation et maintenait donc le pouvoir arbitraire du ministre et de ses fonctionnaires, répondait en partie aux revendications des mouvements de "sans-papiers". Il prévoit une régularisation pour "ancrage local durable", ainsi qu'une régularisation économique pour les personnes pouvant faire état d'une promesse de contrat de travail ou d'un projet d'indépendant. Beaucoup de "sans-papiers" peuvent être dans au moins un des critères établis dans l'accord, même si ce n'est qu'un premier pas par rapport à la revendication de régularisation de tous les sans papiers. Aujourd'hui, rien n'est concrétisé.

**LG :** Avec l'OSP et le comité de soutien, vous avez été, avant les élections régionales, rendre visite aux quatre partis à Liège, le MR, le PS, le CDH et Ecolo. Quel en fut le résultat ?

**OSP et France Arets :** le MR a souligné la priorité de ce dossier après les élections, tout en rappelant sa position de régularisation au cas par cas et rejetant la cause du gel de ce dossier sur la ministre de l'Asile et de la Migration, Annemie Turtelboom et le VLD.

Le PS et le CDH se sont engagés à remettre en chantier l'accord gouvernemental après les élections, à condition d'avoir un bon rapport de force politique. On peut déjà dire, après ces élections, que le MR n'a pas progressé et que le VLD y a perdu des plumes ! Alors, on va bien voir. En outre, la discussion a porté sur la solidarité concrète avec les sans-papiers, l'implication de la Ville de Liège et de ses services sociaux, etc.

Ecolo a beaucoup insisté sur le permis de travail. Rappelons que le Ministre de l'Emploi à la Région wallonne a toute latitude pour octroyer un permis de travail à des personnes qui ont des titres de séjour provisoires. Ecolo s'est engagé, s'il fait partie

de la nouvelle majorité à la Région wallonne, à exiger l'octroi de permis de travail pour toute personne qui aurait introduit un dossier en Belgique, quel qu'il soit, y compris une demande de régularisation, qui actuellement n'ouvre pas le droit au travail.

Ce vendredi 12 juin, pour marquer le coup après les élections, nous allons manifester à Bruxelles, à l'appel des syndicats et du Forum Asile et Migrations. C'est l'occasion de rappeler aux différents partis du gouvernement leurs nombreuses promesses sur le dossier de la régularisation et l'urgence d'appliquer dans les plus brefs délais l'accord qu'ils ont signé en mars 2008.

**LG :** Ne craignez-vous pas d'être délogés de ce bâtiment de la SNCB ?

**OSP :** Nous avons eu la visite de la police communale, également d'un fonctionnaire de la SNCB. Nous sommes des gens civilisés. Nous avons nettoyé ce bâtiment et ses abords. Les navetteurs qui passent tous les jours devant la gare ont certainement pu apprécier cet autre coup d'œil bien plus agréable. Nous sommes bien organisés pour sécuriser le bâtiment. Nous ferons appel à la solidarité pour régler les notes d'eau, d'électricité. Nous formons une bonne équipe, très solidaire et qui aide chacun d'entre nous à ne pas sombrer dans le désespoir, l'alcool, la solitude. Nous sommes déterminés. On n'a pas l'intention

de quitter ces lieux. On verra bien.

**France Arets :** Je voudrais rappeler une chose importante. Le 26 juin 2006, le Conseil communal de Liège adoptait une motion relative à la présence de personnes étrangères "sans-papiers" sur le territoire de Liège. Je voudrais en rappeler 3 points. D'abord, il était demandé au Bourgmestre "de ne pas procéder à des arrestations particulièrement dans et à la sortie des écoles et des églises occupées, en vue de transférer des personnes "sans-papiers" en centre fermé ou en vue d'une éventuelle expulsion". Un autre point de la motion adoptée "demande au CPAS de Liège de maintenir son système d'aide médicale urgente de qualité...". Un 3ème point concerne la confiscation d'immeubles inoccupés. La motion adoptée par le Conseil communal "demande au Collège d'appliquer les mesures de confiscation d'immeubles inoccupés prévus par la loi, améliorées par les récentes décisions ministérielles".

Alors, forts de ces garanties, les sans-papiers devraient pouvoir continuer l'occupation de l'ancienne gare de Bressoux, tout le temps qu'ils jugeront nécessaire.

**LG :** Et la solidarité dans tout ça ?

**OSP :** Notre occupation, nous la menons d'abord pour faire connaître le plus largement notre lutte et ses objectifs. Avec l'Organisation des sans-papiers (OSP)

qui est un mouvement des sans-papiers eux-mêmes, avec le comité de soutien aux sans-papiers de Liège, avec les organisations syndicales, nous voulons prendre des initiatives – rencontres ici-même, débats, animations culturelles, ateliers ; information du public liégeois ; interpellation du monde politique... – pour faire débloquer la situation au niveau gouvernemental. Nous comptons beaucoup sur les médias –TV, journaux- pour relayer nos préoccupations.

Nous en appelons aussi à l'aide matérielle. Nous n'avons rien et sans papiers, on est rien !

Jusqu'à présent, l'aide urgente est venue de bénévoles, de membres et d'associations du comité de soutien, des syndicats... Nous lançons un appel à venir nous voir ici à la gare de Bressoux.

Dites bien dans votre interview que nous sommes des humains, que nous avons droit à une vie humaine, normale, qu'il y a ici des personnes de 20 ans, 30 ans, 40 ans, 50 ans qui veulent être regardés avec un regard humain et qui sont au bord du désespoir, mais en même temps bien décidés à aller jusqu'au bout. Nous savons ce que nous faisons. Nous sommes ensemble dans l'OSP. Regardez et lisez ce qu'il y a sur notre banderole de l'Organisation des Sans Papiers : LIBERTE, DIGNITE, EGALITE pour tous ! ■



# La prostitution en polémiques

**La prostitution, vaste sujet de controverse, suscite les avis et les tendances politiques de tout bord. Elle est étroitement en lien avec la question du genre et des rapports de domination qui continuent à perdurer entre hommes et femmes<sup>(1)</sup> dans une société qui garde une bonne part de ses origines phallo-centrées.**

❖ par Sandra Invernizzi

Il existe trois approches de traitement politique de la question de la prostitution. L'approche prohibitionniste, l'approche réglementariste et l'approche abolitionniste.

## L'approche prohibitionniste

La politique prohibitionniste semble devenir, à juste titre, complètement obsolète dans la plupart des états dits progressistes. Ce n'est que dans certains états US, en Afrique du Nord et dans quelques pays d'Europe de l'Est que l'activité est purement et simplement interdite et son organisation entièrement réprimée. Au nom de la protection de l'ordre public et dans la plus pure hypocrisie puritaine - car les interdictions légales n'empêchent pas une tolérance dans les faits - les prostituées, les proxénètes et parfois aussi les clients sont poursuivis et pénalisés.

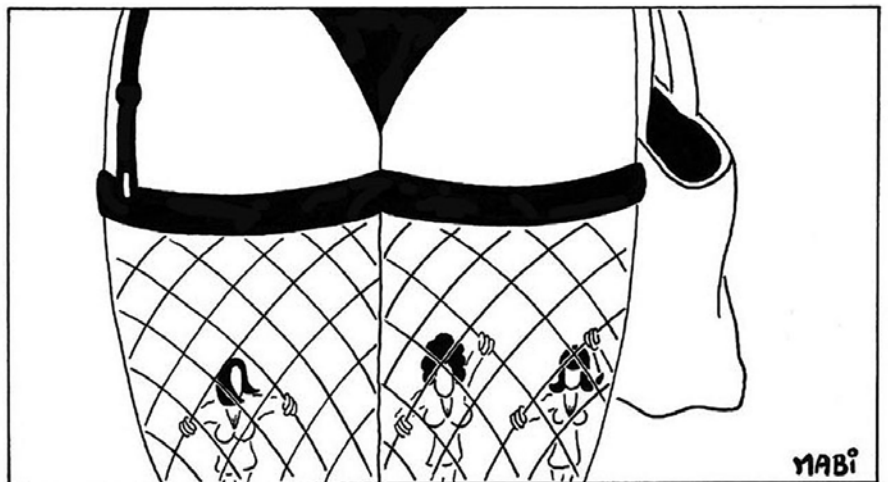
## L'approche réglementariste

La seconde approche, dite réglementariste, représente tout de même une évolution dans les mentalités. Née de la prise de paroles de prostituées aux Etats-Unis qui revendiquaient la reconnaissance de leur activité comme profession et de leur droit à une dignité, les tenants de ce courant ont

construit leur raisonnement sur l'existence de la prostitution comme fait de société inévitable et sur la nécessité de sortir les circuits de la clandestinité et des zones de non-droit social.

Or pour une grande partie des prostituées, si la démarche originelle semble louable et souhaitable, il n'en résulte pas moins que lorsque des processus d'encadrement sont mis en place, ceux-ci sont ignorés et contournés. Selon Geneviève Boutsen, auteure d'un mémoire à l'ULB sur la reconnaissance d'un statut social de la prostitution, "la demande de reconnaissance d'un statut social de la prostitution ne provient pas des travailleuses elles-mêmes mais émane de certaines associations et des médias pour

que la prostitution ne doit pas troubler l'ordre public); à reconnaître les activités des proxénètes, des prostituées et des tenanciers de maison comme des métiers à part entière et à annuler toute idée de répression du client de ce qui sera devenu un "commerce du sexe" tout ce qu'il y a de plus légal et "réglementé". Cette forme de surveillance permettrait à l'Europe forteresse un regard sur les mouvements d'immigration. En organisant une structure légale autour de la prostitution, les arrivées de filles (ou de garçons) dans les pays occidentaux via des circuits de prostitution sont canalisés, contrôlés et étiquetés. On constate d'ailleurs que dans les pays où le réglementarisme est en vigueur, les prostituées autochtones quittent les circuits légaux pour laisser leur



lesquels la prostituée est une personne nécessitant un contrôle attentif des classes supérieures". Cette approche réglementariste semble d'autant plus insensée que les cadres sociaux, juridiques et fiscaux nécessaires existent déjà mais ne sont pratiquement pas utilisés ou appliqués. Soit que l'administration les méconnaisse, soit que les travailleuses préfèrent s'y soustraire pour ne pas en subir les effets pervers.

Suivant en réalité une préoccupation fondamentalement sécuritaire, cette politique consiste dans les faits à canaliser les réseaux de prostitution vers des quartiers réservés (dans le maintien de la vieille idée

place à des filles immigrées qui deviennent totalement dépendantes du "mac" qui est garant, non seulement de leur "métier" mais également de leur possibilité de rester "en ordre" de papiers. Sous couvert du sacro-saint statut social on balaie sous le tapis la réelle liberté des personnes qui obtiendraient un permis de séjour dans ces conditions.

Or, les résultats de cette politique de non répression et de professionnalisation se révèlent bien souvent inutiles. En acceptant la prostitution comme un fait nécessaire et en la banalisant, cette politique met à mal toutes les possibilités de prévention

de la prostitution, de réinsertion des anciennes prostituées dans d'autres formules d'autonomie économique.

Ces deux politiques, prohibitionniste et réglementariste, représentent deux orientations opposées. La première nie totalement les réalités des prostituées qui se retrouvent bloquées dans les circuits et aggrave encore leur situation en l'alourdissant d'un dossier pénal. La seconde fait disparaître le débat sur la cohérence que peut avoir l'existence de la prostitution dans une société dite civilisée et égalitaire et annule par la même occasion toute tentative de faire disparaître cette activité à terme.

Le point commun des deux approches est que ni l'une ni l'autre n'envisage de filière de reconversion pour les prostituées qui voudraient en sortir ni de mesures d'accompagnement et de prévention des comportements machistes qui confortent l'utilité de la prostitution comme soupape de sécurité pour les "besoins" masculins.

### L'approche abolitionniste

L'abolitionnisme, troisième courant de pensée, s'oppose aux deux courants précédemment développés et à son origine est étroitement liée aux combats pour l'abolition de l'esclavage. En Belgique, il se matérialise à travers la loi adoptée le 28 août 1948 qui ne permet plus la répression des prostituées, mais étend par contre le champ de répression aux proxénètes, aux souteneurs, aux tenanciers de maisons.

Contrairement aux réglementaristes dont la thèse de départ est que la prostitution représente un mal nécessaire qui perdurera dans notre société, les abolitionnistes partent du principe qu'elle incarne le paroxysme violent et marchand du rapport de domination entre hommes et femmes et qu'une société dite civilisée doit pouvoir mettre un terme à ce type de rapports. Les abolitionnistes ne sont ni des puritain/es, ni des moralisateur/trices de la trempe des prohibitionnistes. Il faut distinguer les libertés sexuelles des hommes et des femmes, de la liberté des hommes de disposer à leur guise du corps des femmes, amenées à vendre ce "service" à cause de leur précarité. Les besoins (physiques) des hommes ne devant pas prédominer sur ceux des femmes, il n'est pas cohérent de permettre qu'un commerce se crée sur ce présumé.

L'abolitionnisme, tel qu'il existe légalement en Suède, se décline en plusieurs temps :

- la reconnaissance du métier de prostituée pour permettre un encadrement légal et un accès aux droits sociaux élémentaires.

- La prévention et la reconversion. Prévention dans les milieux fragilisés. Campagnes d'éducation émotionnelle et sexuelle exemptes de principes machistes de domination. Immunité fiscale et pénale pour les prostituées afin de leur permettre de réellement repartir à zéro. Milieux d'accueil et d'aides pour quitter la prostitution et se reconvertir.

- La pénalisation des exploitants de la prostitution : proxénètes, souteneurs, tenanciers et clients, pour démanteler les réseaux qui entretiennent son existence.

La question de la pénalisation des clients reste délicate dans une société de contrôle et de répression, où l'Etat "social" cède de plus en plus la place à l'Etat pénal. Mais la politique de répression à cet égard se veut ouvertement dissuasive et table surtout sur l'embarras qui découlerait d'une mise en accusation.

Un courant politique qui se veut féministe doit pouvoir se positionner sur le rôle de la prostitution dans une société dite égalitaire. Nous ne sommes pas pour une libéralisation des services, nous sommes contre les lois de la concurrence qui permettent d'exploiter les travailleurs du métal, nous refusons la mondialisation du marché comme base de société. Pouvons-nous accepter la libre exploitation des corps de personnes précarisées par des personnes privilégiées financièrement sous couvert de la liberté d'échange commercial ? ■

1. *La prostitution, un droit de l'homme ?*, *Cahiers Marxistes 216*, Juin-juillet 2000, Ed. Pierre Gillis



# Capitalisme, productivisme, socialisme réel et écosocialisme

✦ par Daniel Tanuro

D'un côté, il semble évident qu'une rupture avec le profit est nécessaire pour solutionner la crise écologique. D'un autre côté, le bilan environnemental des pays dits "socialistes" est catastrophique. Que faut-il en penser? Est-ce simplement le résultat de certaines erreurs commises? Qu'est-ce que le productivisme qui semble commun au capitalisme et au "socialisme réel"?

Selon nous, le bilan du "socialisme réel" en matière environnementale ne se limite pas à quelques erreurs commises dans le cadre d'un système globalement sain.

Les chiffres concernant le climat sont sans appel: juste avant la chute du Mur, la Tchécoslovaquie émettait 20,7 tCO<sub>2</sub>/hab/an et la RDA 22 tCO<sub>2</sub>/hab/an. A titre de comparaison, les USA, le Canada et l'Australie - les plus importants émetteurs de CO<sub>2</sub> du monde capitaliste développé - émettaient à cette époque respectivement 18,9, 16,2 et 15 tCO<sub>2</sub>/pers/an, pour un PNB par habitant largement supérieur.

Il y a donc bien une responsabilité importante des pays dits "socialistes". Elle renvoie à des choix technologiques mais aussi à des mécanismes structurels de type productiviste. Les deux aspects sont liés.

On peut définir le productivisme par "produire pour produire" et "consommer pour consommer" (il faut noter que Marx lui-même emploie ces expressions dans son analyse du capitalisme et explique que les deux mouvements sont complémentaires, ce qui est d'ailleurs évident).

En l'absence d'autogestion par la population, l'économie de l'URSS était planifiée bureaucratiquement selon les consignes des dirigeants politiques qui, dans le cadre de leur théorie de "socialisme dans un seul pays", avaient fixé le but absurde de "dépasser les Etats-Unis" (Krouchtchev). Les directeurs des entreprises d'Etat étaient incités à respecter les objectifs du plan par des primes proportionnelles au tonnage de matières utilisées. Ils avaient donc un intérêt personnel à brûler le maximum de charbon et à fabriquer des machines, par exemple des tracteurs agricoles, comportant le maximum d'acier à l'unité produite (dans le cas des tracteurs ce choix s'est avéré particulièrement absurde...).

Ce mécanisme est clairement productiviste: il incite à produire pour produire. En même temps, il s'agit d'une variété de productivisme différente du productivisme capitaliste: en effet, un capitaliste cherchera plutôt à brûler moins de charbon et à consommer moins d'acier à l'unité produite, pour faire baisser ses coûts, mais sa quête constante d'un surprofit le poussera à augmenter sans cesse la productivité du travail, donc à produire toujours plus d'unités, de sorte que le bilan global sera le même: de plus en plus de matières consommées, de plus en plus de gaz à effet de serre émis.

Sur le plan technologique, il est clair que l'URSS n'aurait pas pu décoller sans le charbon. Mais, après guerre, le niveau scientifique et technique aurait permis d'explorer d'autres voies énergétiques. Le régime ne l'a pas fait. Une des raisons est politique: dans un régime de parti unique,

basé sur le commandement et l'obéissance, on ne peut pas sans danger faire appel à la créativité des chercheurs et de la population en général, ni à la décentralisation de la production. Or, le développement des renouvelables implique créativité et décentralisation. Pour le régime, il n'en était pas question. Le résultat a été Tchernobyl.

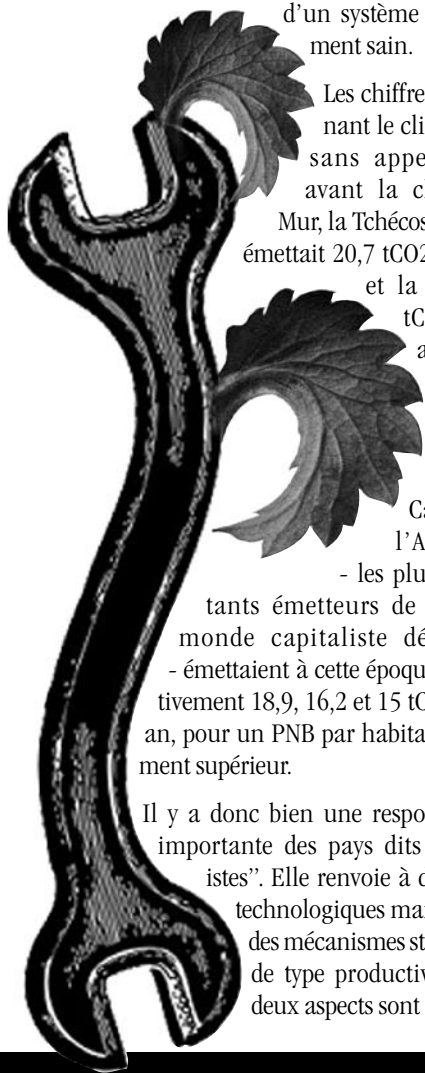
Le socialisme se définit classiquement comme un mode de production dans lequel la production d'utilités (valeurs d'usage) pour la satisfaction des besoins humains réels remplace la production de valeurs d'échanges pour l'accumulation de profit. Ce mode de production a certainement le potentiel d'être supérieur au capitalisme du point de vue écologique (notamment). Mais l'histoire le prouve: ce n'est qu'un potentiel. Sa concrétisation passe par trois conditions sine qua non:

- **1°)** que les besoins humains soient démocratiquement déterminés, ce qui implique un système politique de type autogestionnaire, avec pluralisme politique, etc.

- **2°)** que la satisfaction des besoins se fasse dans le respect des limites naturelles et des contraintes de fonctionnement des cycles naturels, en abandonnant l'idéologie de la "domination sur la nature" et en acceptant que les technologies ne sont pas neutres, ce qui implique une profonde révolution culturelle.

- **3°)** que la lutte se poursuive jusqu'à l'instauration d'un socialisme mondial.

Aucune de ces conditions n'ont été remplies dans les sociétés qui ont entamé une rupture avec le capitalisme. C'est la raison pour laquelle leur bilan écologique est catastrophique, et dans certains cas pire que celui du capitalisme. Tirant les leçons de ce bilan, la LCR opte pour l'écosocialisme, autrement dit pour un projet socialiste qui intègre explicitement les trois conditions énumérées ci-dessus. ■





# Fermeture de bureaux de poste: la résistance est possible

✦ par Guy Van Sinoy

Dans le cadre de sa mise en concurrence prochaine avec d'autres opérateurs postaux, La Poste est occupée à décimer ses bureaux de poste pour faire des économies de frais de fonctionnement. "Décimer" est en fait dans ce cas précis un bien faible terme car La Poste ne supprime pas 1 bureau sur 10, mais 1 bureau sur 2 dans l'agglomération bruxelloise : 35 sur 70 doivent fermer (ou sont déjà fermés !) avant la fin 2009. A travers le pays, la fermeture de centaines de bureaux de poste est planifiée.

## Points poste

La direction de La Poste tente de justifier la fermeture de ces centaines de bureaux en annonçant que des points poste seront ouverts auprès de commerçants des quartiers concernés pour remplacer les bureaux de poste fermés. C'est évidemment une explication assez faible car il est évident que ces points poste ne peuvent effectuer les mêmes opérations qu'un bureau de poste ni travailler dans le même cadre que ceux-ci.

Pas question, dans un point poste, d'envoyer un mandat, ni d'effectuer un versement postal comportant une communication écrite (seules les communications structurées, composées de chiffres, sont acceptées). Pas question non plus, pour le titulaire d'un compte à la Banque de La Poste non détenteur d'une carte Bancontact de connaître le solde de son compte ni de retirer de l'argent liquide.

En outre, l'ouverture d'un point poste ne garantit en aucune façon sa pérennité. Rien ne dit que le commerçant qui ouvre un point poste sera encore là dans deux ans ! De plus, les personnes qui tiendront le point poste (boucher, cafetier, cordonnier, personnel du supermarché) n'auront pas la même formation que le personnel de La Poste pour renseigner et conseiller les usagers. Quant



à la confidentialité, n'en parlons pas. Si demain vous devez aller retirer au café du coin une lettre recommandée relative à votre licenciement ou à une convocation devant le juge, tout le quartier risque rapidement d'être au courant.

## La résistance est possible

Dans plusieurs communes, les habitants ont réagi à la menace de fermeture de leur bureau de poste par des pétitions. Mais bien souvent les pétitions ne suffisent pas car la direction de La Poste s'en moque. A Bruxelles, le bureau de la rue Haute, situé dans le quartier pauvre des Marolles, a fermé ses portes malgré une pétition signée par plus d'un millier d'habitants. C'est pourquoi il faut envisager, en fonction des possibilités locales, toutes les éventualités pour élargir la résistance. Ainsi par exemple, dans la région liégeoise, des usagers qui avaient fait la tournée des commerçants de leur quartier pour les dissuader d'ouvrir un point poste ont vu leurs efforts récompensés car La Poste a renoncé, momentanément, à fermer le bureau concerné.

## Saint-Gilles

A Saint-Gilles, en région bruxelloise, La Poste veut fermer deux bureaux sur quatre : le bureau de la Rue de Moscou (dans le quartier populaire du Parvis) et celui de la Chaussée de Charleroi (dans un quartier commerçant). Dès l'été 2008, la majorité communale (PS, MR) soutenue par l'opposition (Ecolo, CdH) a initié une pétition contre la fermeture des bureaux menacés. Un millier de signatures ont ainsi été récoltées dans les antennes de quartier.

Des comités locaux ont ensuite relayé l'initiative des autorités communales en lançant à leur tour des pétitions. Le CODES (Comité de Défense de Saint-Gilles) a récolté des signatures d'usagers devant le bureau de

la rue de Moscou chaque mardi. Le Comité Poste 1060 a placé des affichettes chez les commerçants du quartier pour alerter la population et a diffusé des tracts au marché du Parvis tout en récoltant des signatures de protestation. Au total, plus de 2.500 habitants de la commune ont signé une pétition contre la fermeture de leur bureau.

La protestation a franchi un pas supplémentaire le mardi 2 juin. Ce jour-là, une troupe de comédiens de rue installée au balcon de l'ancienne Maison du Peuple, au Parvis, a focalisé l'attention de la population qui faisait son marché en interprétant des saynètes représentant les avatars d'un point poste. Une petite manifestation est ensuite partie du Parvis jusqu'au bureau de poste de la Rue de Moscou où la file des usagers était telle que le bureau ne pouvait contenir la file des usagers et que cette file continuait sur le trottoir. Preuve s'il en est que le bureau de poste menacé ne désemplit pas. La RTBf radio et TV Brussel étaient sur place.

Au nom des autorités communales, la bourgmestre a pris la parole pour réclamer le maintien en activité des deux bureaux de poste menacés et en particulier celui de la rue de Moscou qui répond à un besoin élémentaire de la population du quartier. Des représentants du CODES et du Comité 1060 Poste ont ensuite pris la parole pour abonder dans le même sens. Une lettre, signée par la bourgmestre et les représentants des deux comités a été adressée à Johnny Thijs, directeur de La Poste, demandant un moratoire jusque la fin 2010 sur la fermeture du bureau de la Rue de Moscou. La RTBf (La Une) a, de son côté, réalisé un reportage sur le bureau de la Rue de Moscou dans le JT du mercredi 3 juin.

La lutte continue donc. Rien n'est encore joué définitivement et de nouvelles actions seront sans doute entreprises. ■

# Guy Quaden doit battre en retraite

✦ par Eric Toussaint

## Le gouverneur de la Banque nationale propose de travailler plus...

Guy Quaden, gouverneur de la Banque nationale, vient de rendre public son rapport sur le vieillissement. Ce rapport est dans la droite ligne de la politique de la politique qui a mené au désastre financier de 2008 et dont la poursuite conduit la majorité de la population droit dans le mur. Il explique qu'il faudra dégager 10 milliards d'euros supplémentaires entre 2008 et 2014 pour financer le système des retraites. Pour trouver l'argent, il propose d'amener les personnes âgées entre 55 et 65 ans à recommencer à travailler afin qu'elles se

remettent à cotiser et qu'elles ne soient plus à la charge du système. Guy Quaden et ses collègues écartent la possibilité d'augmenter le financement du système par l'Etat car "la dette a recommencé à augmenter pour financer le sauvetage des banques".

Le gouvernement a su trouver plus de 20 milliards pour sauver les banques, mais n'a pas la volonté de garantir les retraites. Il veut allonger la période d'activité, reporter l'âge du droit à la retraite. Plusieurs étapes mènent à cet objectif, la précédente c'était le contrat entre les générations, le terrain de la prochaine est préparée notamment par ce rapport de Guy Quaden (PS).

Il n'y a pas si longtemps, la caisse des pensions dégageait régulièrement d'importants surplus dans lesquels le gouvernement puisait pour rembourser la dette au lieu de consolider le système pour préparer l'avenir. Pourtant, les effets du vieillissement de la population étaient tout à fait prévisibles. Les gouvernements belges successifs ont poussé à la constitution de fonds d'épargne retraite privés. Pour convaincre les citoyens, le gouvernement a employé deux tactiques : d'une part, leur faire peur en disant que le système public de retraite ne suffirait pas éternellement pour garantir des revenus suffisants; d'autre part, les inciter à mettre leur

épargne volontaire dans les mains des banquiers et des assureurs privés en offrant une réduction d'impôt. Dans le même temps, le gouvernement vendait au grand capital privé les dernières banques publiques comme la CGER (absorbée par Fortis) et le Crédit Communal



(devenu Dexia). Le gouvernement et les autorités de contrôle ont laissé les banquiers et les assureurs privés spéculer avec l'épargne des citoyens au lieu de l'investir dans des projets socialement et économiquement utiles.

Guy Quaden, son collègue Jean-Paul Servais de la CBFA et le gouvernement sont responsables d'avoir laissé les banques et assurances belges prendre des risques totalement démesurés

et, circonstance aggravante, avec l'épargne des citoyens belges. Les actifs placés par Fortis, Dexia et autres KBC aux Etats-Unis et en Europe orientale, les deux épîcentres de la crise actuelle, sont beaucoup plus élevés que ceux des banques françaises, allemandes, hollandaises ou espagnoles (voir Damien Millet et Eric Toussein, Les Chiffres de la dette, 2009, p.12). C'est pourquoi la crise frappe beaucoup plus la Belgique et les autres pays européens qui ont énormément déréglementé comme l'Irlande et la Grande Bretagne.

En Belgique, les contribuables qui versent 830,00 euros sur leur compte épargne-pension peuvent déduire cette somme de leur revenu imposable et obtenir environ 270,00 euros en réduction d'impôt. Or si l'Etat n'avait pas octroyé cette réduction d'impôt, il aurait pu verser cette somme dans le système public de financement des pensions légales et garantir sa pérennité.

### Les épargnants vont faire triplement les frais

En bout de course, les épargnants vont faire triplement les frais de la politique de l'Etat néo-libéral et des sociétés de banque-assurance : la valeur de leur épargne placée dans l'épargne pension a chuté entre 2007 et 2009 ; l'utilisation spéculative et improductive de leur épargne conduit aujourd'hui à des pertes massives d'emplois, alors que les actionnaires ont fait de juteux profits (quand cela marchait, cela procurait un rendement qui pouvait atteindre 15% versés sous forme de dividendes) ; les épargnants sont aussi des contribuables qui doivent financer l'augmentation brutale de la dette publique due à la manière dont Fortis, Dexia, Ethias, KBC ont été sauvés.

Pour garantir l'avenir de la sécurité sociale et du système des pensions, il faut mettre en œuvre des solutions radicalement différentes à celles qui sont à l'œuvre actuellement. Primo, il s'agit de réaliser une réduction radicale du temps de travail

avec embauches compensatoires et maintien intégral du revenu afin d'accroître le nombre d'actifs cotisant et de garantir l'équilibre entre recettes et dépenses pour le système des retraites et la sécurité sociale. Il s'agit de créer un grand nombre d'emplois décents pour ceux qui n'en ont pas, tout en améliorant les conditions de travail de ceux qui en ont déjà. Deuzio, les pouvoirs publics doivent créer des postes de travail dans les secteurs de la rénovation de logements, l'aménagement urbain, le développement des transports collectifs, la culture, la santé et l'éducation publiques. Pour cela, il faut augmenter les recettes de l'Etat par une politique fiscale faisant contribuer davantage ceux qui en ont les moyens.

Guy Quaden annonce qu'il faudra faire des sacrifices pour réunir 10 milliards d'euros sur la période 2008-2014, mais avec le gouvernement belge, il s'est précipité pour dépenser plus du double de cette somme en une dizaine de jours, début octobre 2008, pour sauver Fortis et Dexia. Guy Quaden et le gouvernement ont laissé les patrons de celles-ci partir avec des parachutes dorés. Ils ne demandent à aucun des responsables du désastre de rendre des comptes à la justice. Dans les derniers mois, ils ont engagé quelques milliards supplémentaires notamment pour sauver KBC. Or il était nécessaire de nationaliser ces sociétés en faillite en récupérant le coup de l'opération sur le patrimoine des grands actionnaires et des administrateurs responsables du désastre. L'Etat aurait ainsi à sa disposition un puissant instrument pour investir dans l'économie réelle tout en garantissant l'épargne des citoyens.

Guy Quaden, qui reconnaît que les avoirs financiers des Belges ont baissé de 150 milliards d'euros en 2008, ne risque pas d'avoir des fins de mois difficiles : son salaire dépasse 400 000 euros par an, soit davantage que celui de Barack Obama ou de Jean-claude Trichet, 15 fois celui du président équatorien Rafael Correa et de son homologue bolivien Evo Morales, 15 fois celui d'un employé ou d'un ouvrier qualifié, au moins 20 fois le revenu d'un ouvrier non qualifié.

Il faut d'urgence une autre politique au gouvernement et à la Banque nationale de Belgique. ■



# SIDOR

## Un an après sa nationalisation, la nouvelle SIDOR explore les chemins de la participation.

❖ De nos correspondants à Caracas, Venezuela, Fernando Esteban et Sébastien Brulez

*En mai 2008, après 15 mois de lutte, Hugo Chavez annonce la nationalisation de SIDOR, principale aciérie du pays, appartenant au groupe argentin Techint. Un an après, retour sur les changements et les attentes des travailleurs.*

15h. William Farias, électricien de maintenance, pointe pour prendre son tour à SIDOR, entreprise qui applique les 3 huit. Casque sur la tête, masque anti-poussière, lunettes, casque anti-bruit, chaussures de sécurité, autant de protections qui sem-

blent pourtant bien dérisoires au regard de la dureté du travail au sein de cette immense usine qui s'étend sur plus de 900 hectares et qui produit 4 millions de tonnes d'acier par an. "Après 20 ans ici, je ne m'y suis toujours pas habitué", confie-t-il. José Eduardo Pinto, 52 ans, 25 d'ancienneté confirme "j'arrive toujours au travail avec la peur au ventre".

Puerto Ordaz, où est située l'entreprise, est une ville où la température dépasse quotidiennement les 30 degrés. A SIDOR, le thermomètre flirte plus généralement avec les 40. A cela viennent s'ajouter le fracas assourdissant des machines et la poussière de métal en suspension qui s'infiltre dans tous les pores de la peau et scie les chairs à chaque mouvement. Armés de protections supplémentaires, certains ouvriers travaillent face aux fours où le métal en fusion atteint les 1500 degrés. Andrés, aujourd'hui technicien, en garde encore les séquelles sur ses mains brûlées par l'explosion d'un four, à l'époque où il était opérateur.

### De profonds changements

Pourtant, malgré la pénibilité du travail quotidien, ils sont nombreux à exprimer leur fierté d'appartenir à cette usine, sentiment d'autant plus grand aujourd'hui que l'entreprise a été renationalisée. Une nationalisation qu'ils ont arraché il y a un an de haute lutte. Ce retour dans le giron de l'Etat leur a apporté un certain nombre de bénéfices immédiats. "Les bénéfices des travailleurs se sont améliorés de 200%. Avant nous étions marginalisés, humiliés, sacrifiés par une multinationale qui nous volait notre vie, qui nous volait tout", commente José Eduardo.

En effet, l'ancienne direction était uniquement préoccupée par les questions de production et de productivité, au détriment des hommes et des machines. Aujourd'hui tous soulignent le changement profond d'ambiance qui ouvre une large place au dialogue et qui permet de prévenir les problèmes techniques ou les conflits humains avant qu'il n'éclatent.



Sirio Velasquez, chef de bureau aux Ressources Humaines, précise d'ailleurs qu'à l'époque, vu les conditions de travail, "il y avait une grande rotation des effectifs. Actuellement il existe une volonté d'adapter les postes à l'âge, l'expérience et les capacités de chaque travailleur". De fait, de nombreuses entreprises privées ont décidé de ne plus travailler avec SIDOR après la nationalisation. "Les entreprises sous-traitantes sont passées de 630 à environ 300. Beaucoup ne voulaient pas travailler avec l'Etat, d'autres n'ont pas voulu s'adapter au nouveau cahier des charges".

Mais les conditions de travail n'ont pas été les seules à évoluer. Les salaires ont eux aussi connu un changement significatif. Sirio indique qu'un ouvrier non qualifié débutant touchait sous Techint 800 bolivars (l'équivalent de 270 euros), soit le salaire minimum. Aujourd'hui, ce même ouvrier gagne 2600 bolivars (soit 870 euros). Et un ouvrier d'exhiber fièrement sa fiche de paie qui affiche, après vingt ans d'ancienneté, un salaire de 5800 bolivars (1900 euros). La nationalisation obtenue prend d'un coup un aspect plus concret.

Les sous-traitants ont pu eux aussi vérifier les avantages de la nationalisation. Être travailleur titulaire ne relève pas que du symbolique, de nombreuses disparités existaient par rapport à leurs collègues, même si elles disparaissent progressivement. Il y a bien sûr la question des salaires mais d'autres discriminations existaient sous la gestion privée. Les sous-traitants n'avaient par exemple pas accès aux réfectoires, les obligeant à manger à l'extérieur ou dans les ateliers sans aucune norme d'hygiène. Il leur était également interdit d'utiliser les bus menant les travailleurs à l'usine, située pourtant à plusieurs kilomètres de la ville. Autant d'éléments qui montrent l'importance d'être titulaire chez SIDOR.

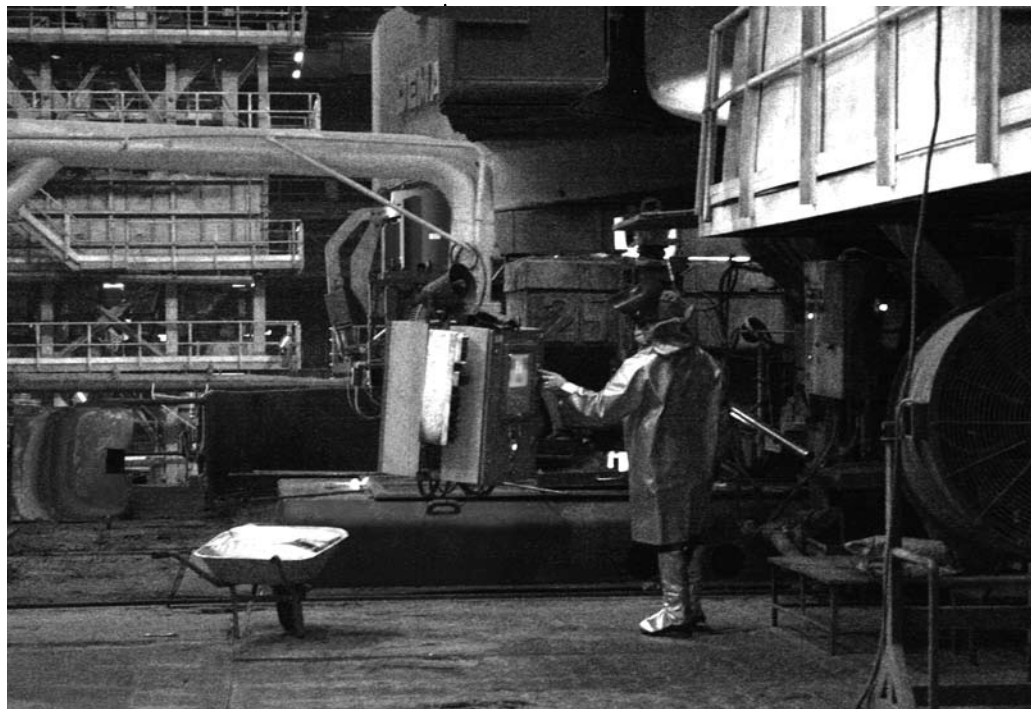
### **D'autres types d'attente se font jour**

Ainsi, 1300 sous-traitants sont passés en CDI, portant le nombre de "sidoristes" à 6200, ceci en application d'une clause de la convention collective négociée entre 2006 et 2008 par le syndicat et Techint, établissant les conditions de titularisation des personnels.

Toutefois, il existe des laissés pour compte de ce processus d'intégration. Giovanni Ford, technicien sous-traitant travaillant à SIDOR depuis 1996, fait partie de

ceux-là. Pour lui, "aucune étude sérieuse n'a été menée pour savoir qui devait être intégré. L'établissement des listes s'est fait de manière aléatoire et la convention collective a été mal appliquée". De fait, les choix d'intégration de la nouvelle direction de SIDOR révèlent un certain nombre d'incohérences, puisque des sous-traitants se sont vu refuser la titularisation malgré une ancienneté bien supérieure à d'autres.

Au-delà de ce problème, c'est bien le fait que la nouvelle direction, comme l'ancienne, prenne des décisions de manière unilatérale, qui est montré du doigt. César Olarte, contremaître, comprend bien que cette année écoulée était avant tout une année de transition, mais il entend bien que la nouvelle direction laisse de l'espace aux ouvriers dans le contrôle de l'usine.



Contrôle ouvrier, le mot est lâché. Beaucoup d'entre eux en parlent sans en avoir toujours une définition bien précise. Tous sont toutefois d'accord pour dire qu'après la nationalisation, il est important que les travailleurs prennent le contrôle de l'usine, de leur usine. Pour William, les premières tables rondes qui ont eu lieu entre d'un côté les travailleurs de SIDOR et de l'autre, María Cristina Iglesias, ministre du Travail, et Jorge Giordani, ministre de la Planification, sont essentielles. Elles marquent l'importance de l'écoute du gouvernement. "Elles doivent permettre de réfléchir à une production de l'acier non pas à l'échelle de la seule SIDOR mais bien à l'échelle de la

région de Guayana (sud-est du pays). La production devrait ainsi passer de 4 à 15 millions de tonnes par an, en concertation avec les ouvriers qui décident combien et comment produire", indique William.

César note que les ouvriers ne doivent pas simplement appliquer un plan de production qui serait décidé par la direction ou l'Etat, mais participer à l'élaboration même de ce plan. "Même le budget doit faire l'objet d'un vote en assemblée ouvrière" argue-t-il, avant de préciser : "Quelles machines doit-on acheter ? Quelles doit-on réparer ? Pourquoi ?... Tous les budgets, tous les comptes doivent être transparents pour permettre à chacun de participer à la conduite de son usine". C'est aussi ce qui vient en premier à la bouche de José Eduardo quand il parle de contrôle ouvrier. Il

veut "savoir combien est dépensé, combien est investi, de combien sont les bénéficiaires". Et à ceux qui pensent que les ouvriers ne sont pas prêts à assumer le contrôle de leur usine, il se plaît à rappeler qu'il y a un peu plus d'un an, ce sont les mêmes qui ne croyaient pas possible une nouvelle nationalisation de SIDOR.

De ce point de vue là, on ne peut que concéder que les derniers événements semblent lui donner entièrement raison. En effet, le 21 mai dernier, Hugo Chavez lors d'une rencontre avec les travailleurs de Guayana, annonce de nouvelles nationalisations avant d'évoquer la question du contrôle ouvrier.

## SIDOR en quelques dates...

**1953** : Le gouvernement vénézuélien, alors sous la dictature de Marco Pérez Jiménez, prend la décision de construire une usine sidérurgique dans l'état de Bolivar (sud-est du pays). Est alors créé le Bureau des Études Spéciales de la Présidence de la République, a qui est confié notamment le projet sidérurgique.

**1964** : Création de l'entreprise publique CVG Sidérurgie de l'Orénoque C.A. (SIDOR) qui prend en charge la direction de l'usine existante.

**1997** : Privatisation de SIDOR par le président Rafael Caldera et son ministre de la Planification Teodoro Petkoff. L'usine est vendue au groupe argentin Techint. Le nombre de travailleurs en CDI passe en quelques temps de 15 000 à 5 000.

**9 avril 2008** : Hugo Chavez annonce la nationalisation de SIDOR. La décision est prise parce que le groupe Techint refusait d'améliorer les conditions de travail des salariés lors de la négociation d'un nouveau contrat collectif. Les travailleurs luttèrent depuis plus d'un an en demandant l'amélioration de leurs salaires, de leur niveau de retraites, ainsi que l'intégration des 9 000 salariés sous-traitants.

**12 juillet 2008** : Le gouvernement vénézuélien prend le contrôle complet de la Sidérurgie de l'Orénoque (SIDOR), qui à partir de ce jour s'appellera "Sidérurgie de l'Orénoque Alfredo Maneiro", en l'honneur du dirigeant politique communiste et rebelle vénézuélien mort en 1982.

**2 mai 2009** : Le Venezuela rachète officiellement SIDOR pour 1,97 milliard de dollars.

**21 mai 2009** : Lors d'une rencontre avec les travailleurs des entreprises de base, le président Chavez annonce la nationalisation des 4 usines du secteur briquetier (produisant des briquettes de minerai de fer et des plaques de fer). De cette façon, le cycle de production de l'acier passe entièrement sous contrôle de l'Etat, depuis les mines de fer jusqu'à la sidérurgie.

## Tirer les leçons de SIDOR pour les nationalisations futures

Concrètement, lors de cet atelier Hugo Chavez mentionne la possibilité pour les ouvriers d'élire leur propre direction, en concertation avec lui. "Je suis d'accord pour qu'on commence à élaborer une loi afin de réguler cela. Je suis prêts à ce que, ensemble, avec votre participation et celle du Président de la République, nous choisissons le gérant de l'entreprise", annonce-t-il alors aux travailleurs en précisant qu'il s'agit maintenant de "dessiner de nouveaux modèles afin de commencer la transition".

Mais un autre pas important est également franchi ce jour-là: la nationalisation des quatre entreprises du secteur briquetier (produisant des briquettes de minerai de fer), ainsi que de deux autres usines complémentaires.



Parmi les quatre briqueteries figure l'entreprise Materiales Siderúrgicos (Matesi), que Techint avait acheté pour 120 millions de dollars en 2004 dans le but de contribuer, à long terme, à augmenter la production de SIDOR. Au moment de la nationalisation de cette dernière, les travailleurs de Matesi discutaient eux-aussi une convention collective. A peine trois mois après l'approbation de cette convention, l'entreprise privée décida de casser son engagement et de réduire le salaire des travailleurs de 45%, argumentant l'imminence de la crise mondiale.

"Cette attaque de l'entreprise sur les salaires agit comme un détonateur et mit en évidence le degré d'exploitation exercé par la multinationale. Cela nous a également

renforcé dans notre travail politico-stratégique", commente Daniel Rodríguez, secrétaire général du syndicat de Matesi et membre du collectif Marea Socialista. Pour lui, l'exemple de SIDOR est essentiel dans la lutte engagée par les entreprises voisines. Et le contrôle ouvrier s'impose comme une nécessité dans quelque processus de nationalisation.

Aussi, quand le président Chavez parle d'un choix de direction partagé avec les ouvriers, Daniel acquiesce. Toutefois il précise "qu'avant de chercher à l'extérieur de l'entreprise des personnes sans doute compétentes mais ne connaissant pas les problématiques de l'usine, il peut être judicieux de voir les talents qui pourraient émerger en interne". Les travailleurs, sont de ce point de vue là, sans doute les mieux placés pour les connaître.

La nationalisation de SIDOR a également joué un rôle important dans la motivation des travailleurs des briqueteries pour mener leur combat. "SIDOR est pour nous une expérience à prendre en compte. Et même à un an de la nationalisation, je pense que les plus gros problèmes n'ont pas encore émergé ! C'est loin d'être facile parce qu'il s'agit de changer une structure capitaliste et d'aller vers un système socialiste", ajoute-t-il.

Daniel, William et leurs camarades ont des fois bien du mal à voir ce que pourrait être un système socialiste. Ils sont pourtant sûrs d'une chose, avec la nationalisation de SIDOR, la situation semble maintenant offrir d'autres perspectives, et pour une fois, ils font partie des acteurs principaux. ■

# Pérou: Les indigènes font plier le gouvernement et les multinationales

**Après deux mois d'intense mobilisation, les peuples de l'Amazonie péruvienne sont parvenus à affronter victorieusement la répression d'un des gouvernements les plus droitiers d'Amérique latine. Ils ont gagné une large sympathie nationale et internationale et ont fait reculer des projets de privatisation du poumon de la planète.**

✦ par Hugo Blanco\* et Raul Zibechi, 13 juin 2009

*Le 5 juin dernier, dans le nord du pays, la police péruvienne a ouvert le feu à partir de plusieurs hélicoptères contre le barrage routier de Corral Quemado tenu par 5.000 indigènes de la région amazonienne. Bilan: plus de 200 blessés et une soixantaine de tués, des indigènes des ethnies Awajun et Wampis. En réaction à ce massacre, une vingtaine de policiers détenus par les indigènes ont été tués à leur tour. Après ces événements, l'Etat de siège a été décrété et les arrestations arbitraires de militants se sont multipliées. Des blessés ont été brutalement enlevés dans les hôpitaux et de nombreux cas de "disparitions" et de tortures ont été signalés.*

La population amazonienne péruvienne représente 11% de la population du pays. Elle vit dans la plus vaste des trois régions naturelles du Pérou (Nord, Centre, Région

orientale). Elle est composée de dizaines d'ethnies et parle des dizaines de langues.

Les habitants de la jungle sud-américaine sont les indigènes les moins contaminés par "la civilisation", qui actuellement en est au stade du capitalisme néolibéral. Ils n'ont jamais été entièrement soumis par l'empire inca et les envahisseurs espagnols ne sont jamais parvenus à les dominer. C'est dans la jungle, au sein de ces peuples que s'est réfugié l'indigène rebelle des montagnes, Juan Santos Atahualpa, pourchassé par les troupes espagnoles. Et les forces coloniales ne sont pas arrivées à le vaincre.

À l'époque de l'exploitation du caoutchouc, le capitalisme a pénétré dans la jungle où il a massacré et réduit en esclavage des populations entières. C'est pour cette raison que plusieurs d'entre elles se maintiennent encore aujourd'hui dans un isolement volontaire, ne souhaitant aucun contact avec "la civilisation".

Ces populations d'Amazonie ne partagent pas les points de vue religieux du "monde civilisé" qui impose de recouvrir son corps de vêtements même s'il fait une chaleur intense. La forte offensive morale des missionnaires religieux et les lois qui imposent ces préjugés sont toute-

fois parvenues à ce que certains d'entre eux s'habillent (particulièrement lorsqu'ils doivent se rendre dans les villes).

Ces peuples se sentent partie intégrante de la Terre-mère et la respectent profondément.



Lorsqu'ils aménagent un espace de culture au milieu de la forêt, ils y sèment différentes plantes, aux caractéristiques variées et aux cycles vitaux distincts, imitant ainsi la nature. Après un certain temps, ils rendent cet espace à la nature et recommencent ailleurs.

Ils partent à la chasse et à la cueillette, et lorsque leur chemin croise quelque chose valant la peine d'être chassé, ils le font ; ils passent ensuite par les lieux cultivés et s'ils voient que quelque chose est mûr, ils le récoltent et, après un certain temps, ils reviennent chez eux. On ne peut affirmer avec exactitude s'ils se sont promenés ou s'ils ont travaillé. Même les indigènes des montagnes, plus contaminés par "la civilisation", les traitent de paresseux alors qu'en vérité ils ne veulent pas "progresser", mais seulement bien vivre.

Ils vivent dans des huttes collectives. Il n'y a ni partis, ni élections, leur organisation sociale et politique est fondée sur la communauté. Ce n'est pas le chef qui dirige mais la collectivité, la communauté. Ils ont vécu ainsi plusieurs siècles avant l'invasion européenne et avant la constitution de l'Etat péruvien, état qui ne les a jamais con-

sultés pour élaborer ces lois, mais qui utilise aujourd'hui celles-ci pour les attaquer.

### Les multinationales

Cette vie paisible en accord avec la nature est aujourd'hui soumise à la voracité des entreprises multinationales pétrolières et minières. Pour ces entreprises, la religion c'est le néolibéralisme et peu importe d'agresser la nature ou d'exterminer l'espèce humaine, la seule chose qui compte c'est d'obtenir un maximum de profit en un minimum de temps.

Ces entreprises empoisonnent l'eau des rivières, abattent les arbres, tuent la jungle amazonienne, la terre-mère des natifs indigènes, ce qui revient finalement à les tuer. Il existe pourtant une législation péruvienne très fournie censée les protéger, entre autres la Convention n°169 de l'OIT (Organisation Internationale du Travail), loi constitutionnelle vu qu'elle a été approuvée par l'assemblée nationale. Cette Convention stipule que toute mesure concernant les territoires indigènes doit prendre en compte la consultation de ces communautés. En plus, il y a une multitude de lois de protection de l'environnement.

Mais la législation péruvienne ne représente qu'un maigre obstacle pour les grandes compagnies privées qui, via la corruption, parviennent à mettre à leur service tout l'Etat péruvien : le président de la république, la majorité parlementaire, le pouvoir judiciaire, les forces armées, la police, etc. Les médias sont également entre leurs mains.

Au service de ces entreprises, le président Alan Garcia utilise toute une théorie pour justifier sa soumission : les communautés indigènes, les petits paysans ne disposent pas de capitaux à investir, et donc ils doivent laisser le champ libre aux grandes entreprises prédatrices de la nature, par exemple les compagnies minières et pétrolières. Il faut également accorder la liberté de circuler sur tout le territoire national aux entreprises agro-industrielles qui tuent les sols à cause de la monoculture et des produits agro-chimiques et qui ne produisent que pour l'exportation et non pour le marché intérieur. Voilà, selon le président, la politique à mener pour que le Pérou "progresses".





Pour imposer cette politique, le pouvoir législatif a reçu l'autorisation de légiférer pour, selon ses termes, "s'adapter" au Traité de Libre Echange (TLE) avec les Etats-Unis. Cela s'est traduit par une flopée de décrets-lois contre les communautés indigènes de la montagne et de la jungle car elles sont un obstacle au pillage impérialiste. Ces décrets ouvrent la porte à la déprédation environnementale, à l'empoisonnement des rivières par les entreprises minières, à la stérilisation des sols par l'agro-industrie, au saccage de la jungle pour l'exploitation du pétrole, du gaz, du bois.

## Réaction indigène

Naturellement, les indigènes de la montagne et de la jungle ont réagi contre cette attaque et ont entrepris une lutte courageuse. Ce sont les peuples indigènes d'Amazonie, ceux qui ont le plus préservé l'amour de la nature, le collectivisme, l'esprit de "commander en obéissant" et du bien vivre qui sont à la tête du combat.

La plus grande organisation des indigènes d'Amazonie est l'Association Interethnique de la Jungle (AIDSESEP) qui a ses bases dans le nord, le centre et le sud de l'Amazonie péruvienne. Elle exige l'abrogation des décrets-lois. Sa méthode de lutte consiste à bloquer les voies de transport terrestre et fluvial, très utilisées par les multinationales, l'occupation d'installations, la prise de terrains d'aviation. Lorsque la répression s'abat, les indigènes se replient en dénonçant le fait que le gouvernement ne cherche pas le dialogue.

Au mois d'août de l'année dernière, ils ont obtenu une victoire en obligeant l'assemblée nationale à abroger deux décrets-lois. Cette année ci, leur lutte a commencé le 9 avril. Le gouvernement a sans cesse manœuvré pour éviter la discussion, notamment pour empêcher que le parlement ne débâte du caractère non constitutionnel d'un décret-loi, pourtant qualifié comme tel par une commission parlementaire elle-même.

## Le 5 juin

Le 5 juin, journée mondiale de l'environnement, est la date choisie par Alan Garcia pour décharger toute sa rage anti-écologique contre les défenseurs de l'Amazonie. Il a utilisé le corps spécial de la police pour la répression des mouvements sociaux, la DIROES.

Les frères Awajun et Wampis qui bloquaient la route près de l'agglomération de Bagua ont été brutalement attaqués. Le massa-

cre a commencé à 5 heures du matin, par hélicoptères et au sol. On ignore le nombre de morts. Les policiers ont empêché les secours aux blessés et aux prisonniers et la récupération des corps par leurs familles.

Les indigènes se sont défendus avec des lances et des flèches, puis en utilisant des armes à feu récupérées sur les agresseurs. Dans leur rage, ils ont pris une installation pétrolière dans laquelle ils ont capturé un groupe de policiers qu'ils ont emmené dans la jungle où plusieurs d'entre eux ont été tués.

La population métisse de l'agglomération de Bagua, indignée par le massacre, a pris d'assaut le local de l'APRA, le parti au pouvoir, ainsi que des officines publiques et a brûlé des véhicules. La police a assassiné plusieurs habitants, dont des enfants.

Le gouvernement a aussitôt décrété l'état de siège. Soutenus par cette mesure, les policiers sont entrés sans mandat dans les maisons pour capturer des indigènes qui s'y étaient réfugiés. On ignore le nombre de prisonniers, d'autant plus que les avocats ne peuvent entrer en contact avec eux. Des dizaines de personnes ont été signalées "disparues".

## Solidarité

Heureusement, la solidarité s'est exprimée de manière émouvante. Au Pérou, un front de solidarité s'est organisé. Le 11 juin, les manifestations de protestation contre le massacre ont eu lieu dans plusieurs villes du pays. A Lima, la capitale qui, traditionnellement, tourne le dos au reste du pays, 4000 personnes ont marché contrôlées et menacées par 2500 policiers et des affrontements se sont déroulés près du siège du parlement. A Arequipa, plus de 6000 personnes ont manifesté. Dans la région de La Joya, la route Panaméricaine a été bloquée. A Puno, il y a eu une grève et le siège du gouvernement a été attaqué. D'autres manifestations ont eu lieu à Piura, Chiclayo, Tarapoto, Pucallpa, Cusco, Moquegua et dans beaucoup d'autres villes.

A l'étranger, de nombreuses actions de protestation ont été organisées face aux ambassades péruviennes ; à New York, Los Angeles, Madrid, Barcelone, Paris, Grèce, Montréal, Costa Rica, Belgique...

Des protestations ont été émises par la responsable des affaires indigènes à l'ONU et la Cour interaméricaine des droits de l'Homme. Des journaux étrangers ont

dénoncé sans ambiguïté le massacre (par exemple La Jornada au Mexique). La colère a encore augmenté après que le président Garcia ait déclaré à la presse européenne que les indigènes "ne sont pas des citoyens de première catégorie".

La jungle continue à se mobiliser, à Yurimaguas, dans la zone de Machiguenga del Cusco et dans d'autres régions. Les frères de l'Amazonie et ceux qui les soutiennent exigent l'abrogation des décrets-lois 1090 et 1064 et d'autres encore, qui ouvrent la voie au saccage et au pillage de la jungle. Comme on l'a vu, malgré le fait qu'une



commission parlementaire ait qualifié certains d'entre eux de non constitutionnels, le parlement a décidé de ne pas en débâter et il s'est contenté de les "suspendre" comme le souhaitait l'APRA. Sept parlementaires ayant protesté contre cette irrégularité ont été suspendus pour 120 jours, faisant en sorte que l'ultra-droite (l'APRA, l'Unité nationale et les fujimoristes) aient dans leurs mains l'élection du prochain bureau du parlement.

Le gouvernement a créé une "table de discussion" mais la principale organisation représentative des indigènes d'Amazonie, l'AIDSESEP en est exclue. Son dirigeant a dû se réfugier à l'ambassade du Nicaragua puisque le gouvernement l'accuse des crimes du 5 juin ordonnés par Alan Garcia.

La lutte amazonienne continue, pour exiger le respect de la jungle. Les indigènes savent que ce qui est en jeu est leur propre survie. Nous espérons que la population mondiale prenne conscience du fait qu'ils luttent pour la défense de toute l'humanité car l'Amazonie et le poumon du monde. ■

*\* Hugo Blanco a été un des dirigeants du soulèvement paysan de la région de Cuzco, au Pérou, au début des années 1960, symbole de l'unité et du renouveau de la gauche révolutionnaire péruvienne en 1978-1980. Il a à plusieurs reprises été emprisonné, menacé de mort, exilé et libéré grâce à la solidarité internationale. Il a été un des dirigeants centraux du syndicalisme paysan péruvien et de la IVe Internationale.*

# Stop Arming Israël !

**Le commerce d'armes en Belgique est depuis plusieurs années une matière régionale qui implique une concertation avec le fédéral et, de plus, une concertation européenne. Après les récentes élections européennes et régionales, il est donc primordial de mettre en avant la question: allons-nous continuer sur la voie du "business as usual" en matière de commerce, de recherche et de coopération militaire avec Israël ?**

❖ par Dominique Waroquiez

## Stop Arming Israël !

Depuis l'attaque de Gaza, la conscience s'est amplifiée de ce que l'armée d'Israël, largement renforcée par les USA, pouvait faire pour écraser la résistance palestinienne tout en devenant un "partenaire privilégié" de l'Union Européenne <sup>(1)</sup>.

Dans plusieurs pays, des groupes militants et de larges coalitions se sont organisés pour répondre à l'Appel Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) et contrecarrer les politiques gouvernementales de soutien à Israël. En Grèce, important lieu de transit européen vers Israël (avec les Pays-Bas), une mobilisation a empêché le transit vers Israël d'un bateau chargé de containers de munitions en partance des USA une semaine avant l'attaque de Gaza <sup>(2)</sup>. Au Royaume-Uni, la coalition Stop Arming Israël, mène campagne depuis plusieurs années pour un embargo sur le commerce d'armes avec Israël. La Suède, pourtant gros exportateur d'armes à l'échelle européenne (6ème place), refuse d'exporter vers Israël

par crainte de ses opinions publiques et par volonté politique <sup>(3)</sup>. Au Bourget, où Israël faisait la promotion de son "savoir-faire" militaire, une action militante a cassé le charme (en pleine visite de Sarkozy!).

Toujours selon le GRIP, Israël se situait en 2006 à la cinquième place mondiale des exportateurs d'armements (64 milliards de dollars de chiffre d'affaires et quatre sociétés situées dans le classement des 100 plus importantes sociétés d'armement à l'échelle mondiale). Mais en plus de disposer de sa propre industrie d'armement (IAI, Rafael, Elbit...), de l'arme nucléaire et d'un "centre de recherche biologique" à Nes Ziona dans la banlieue de Tel-Aviv, Israël

## Belgique

Entre 2003 et 2007, la Belgique aurait octroyé pour environ 23 millions d'euros de licences à Israël (14,2 millions d'euros pour l'année 2005 et 5,4 millions d'euros en 2007).

Les rapports régionaux obligatoires sont rédigés à posteriori et insuffisants (notamment pour la Région Wallonne qui ne précise ni le type d'armes concerné ni la destination des exportations ni les noms des firmes et sont donc trop opaques) mais au niveau régional, Israël aurait surtout profité en 2007 de licences octroyées par la Région de Bruxelles Capitale (99,9% des licences d'exportations de la Région vers le



importe de grandes quantités d'armes (sixième place au niveau mondial pour les importations d'armes conventionnelles). Les USA représentent 94% des exportations d'armes vers Israël, mais d'autres contrées exportent aussi vers Israël dont plusieurs pays européens. Parmi ces derniers, la Belgique, est en quatrième position (d'après la valeur des licences d'exportation accordées sur la période 2003-2007), derrière la France (longtemps premier fournisseur d'Israël à l'échelle mondiale), l'Allemagne, et le Royaume-Uni.

Moyen-Orient et 66,5 % du total national en termes de licences vers Israël), la RBC n'ayant par ailleurs refusé aucune licence à Israël, contrairement aux autres régions.

Suite à une carte blanche du MIR-IRG et de Vredeactie, publiée le 15 janvier par le journal Le Soir, Rudy Demotte interrogé notamment sur le rôle de l'aéroport de Liège-Bierset comme plaque tournante du transit d'armes vers et en provenance d'Israël a déclaré le 28 janvier en séance publique de commission au parlement wallon, que le gouvernement wallon

n'avait pas du se prononcer depuis deux ans sur une demande de transit. Le rapport du gouvernement wallon pour 2007 signale quant à lui que 49 licences de transit (plus de 9 millions d'euros) ont été octroyées pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2007 et qu'aucune n'avait été refusée en 2007 et que l'augmentation remarquable des licences de transit accordées en 2007 par la Région Wallonne était principalement due à l'activité économique d'une entreprise wallonne, principal centre de distribution d'une entreprise américaine pour le marché européen.

Le 7 février, le Grip a indiqué dans une note d'analyse que plusieurs critères du Code de conduite européen (devenu contraignant le 8 décembre 2008) étaient clairement violés alors que les pays européens continuaient à exporter du matériel de défense vers Israël, "sans compter les exportations dans le cadre de la coopération à des programmes spatiaux et ou les armes et technologies militaires fournies par les filiales des sociétés européennes établies à l'étranger et pour lesquelles il ne faut pas de licences".

Deux jours plus tard, le Ministre Karel De Gucht, responsable fédéral de la loi sur l'exportation et le transit des armes (qui reprend entre autres les huit critères du Code de conduite européen) a annoncé, par communiqué de presse, qu'il avait été convenu avec les trois régions fédérées "de ne procurer aucune licence d'exportation d'armes qui renforcerait la capacité militaire des forces en présence" et il a insisté sur "la nécessité de la plus haute vigilance dans l'octroi des licences vers Israël et les territoires occupés" (ce qui n'est pas une décision formelle d'embargo). Il a ajouté vouloir s'entretenir avec ses partenaires dans le groupe COARM (le Conseil des Ministres de l'Union Européenne sur l'armement) <sup>(4)</sup>.

## Zones d'ombre

Le 29 mai 2008, à l'occasion de la semaine d'action sur les armes légères, Amnesty International a encore rappelé les problèmes que rencontraient les autorités douanières pour contrôler les milliers de conteneurs transitant chaque année dans les ports d'Anvers et de Zeebrugge ou par les aéroports de Zaventem et de Bierse, ce qui soulevait nombre de questions sur le contrôle effectif de l'importation, de l'exportation et du transit des armes sur notre territoire.

En dehors des transports de passagers, l'aéroport de Bierse (géré par la SAB, société dirigée par Luc Partoune et présidée par José Happart) est important surtout pour le transport de fret et les activités aériennes nocturnes (de TNT et de la société israélienne Cargo Air Lines -CAL- qui est spécialisée dans le transport et la maintenance de produits toxiques et dangereux, et qui gère le transport des fleurs et autres produits de la société israélienne Agrexco complice de l'apartheid imposé au peuple palestinien). Il est donc normal que les stocks présents à l'aéroport et le fret des avions CAL, El Al et autres qui transitent ou font le plein de kérosène puissent être contrôlés et qu'il y ait moins d'opacité à leur sujet ...

Pour rappel, la zone aéroportuaire de Liège, où on observerait aussi des avions militaires, a pris de l'ampleur surtout après le renforcement des normes de sécurité dans d'autres aéroports notamment à Schiphol (Amsterdam) après la catastrophe aérienne de Bijlmeer en 1992 : un avion cargo de El Al en provenance des USA et en direction de Tel-Aviv s'était écrasé la nuit du 4 octobre sur un immeuble à appartements provoquant un terrible incendie faisant sur le coup 39 morts en plus des 4 membres de l'équipage. Si au départ, la cargaison avait été présentée comme constituée surtout de fleurs et de parfums, il s'est avéré par la suite, après une très longue et difficile enquête que de l'uranium appauvri était présent dans le Boeing et que sa cargaison comportait entre autres des matières premières pour la fabrication de gaz sarin. ...

## Boycott académique et universitaire !

La recherche en matière d'armement et de "technologies y afférentes" ne s'arrête pas aux portes des laboratoires. Elle joue un rôle fondamental dans la supériorité militaire d'Israël, pays qui n'a signé ni le traité de non prolifération nucléaire, ni les conventions relatives aux armes chimiques et bactériologiques, qui compte la plus forte densité au monde de personnel de recherche et consacre 4,5% de son PIB à la recherche. Plusieurs collaborations

et programmes de R&D ont vu le jour au niveau régional, national et international au travers différentes instances comme l'Otan au sein duquel Israël renforce de plus en plus ses liens avec l'UE dans le but notamment d'accroître l'interopérabilité atlantiste. C'est le second pays méditerranéen à avoir intégré l'agence qui s'occupe de l'approvisionnement et de la maintenance des équipes et des armes des pays membres de l'Otan (NAMSA).



En 2006, en Sardaigne, des pilotes belges avaient d'ailleurs participé à des opérations de l'Otan impliquant l'armée d'Israël (exercices de transport de produits bio-contaminés ...). ■

1) *Le Moyen-Orient est une véritable poudrière- une "mine d'or" pour les usines d'armement et leurs actionnaires. De 1998 à 2007, selon le GRIP, les dépenses militaires de cette région ont augmenté de plus de 60%. En 2007, à la fin de son mandat Bush a fait passer un contrat de dix ans augmentant de 25% l'aide militaire US à Israël.*

2) *Le Webr Elbe, cargo allemand, avait quitté les USA avec plus de 900 containers de munitions et finalement en mars, selon Amnesty International, il aurait livré plus de 300 containers de munitions à une base américaine située dans le port israélien de Ashdod.*

3) *"Qui arme Israël et le Hamas ?" du GRIP, en collaboration avec Amnesty International, et l'Observatoire des armements (Lyon), disponible via [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)*

4) *Lors de la conférence de presse organisée pour le lancement du livre "Qui arme Israël et le Hamas ?", Caroline Pailhe, auteure d'articles très précis a répondu à la question "Est-ce que puisque le code est devenu contraignant, l'UE va décider lors du COARM de respecter ce code en matière de commerce avec Israël?" en rappelant que l'UE c'était 27 pays membres et donc que son type de fonctionnement conditionnait ses décisions...*

# N'est-il pas temps de revoir — enfin sérieusement — le plan de partage de la Palestine?

❖ par Daniel Vanhove, membre du Mouvement Citoyen Palestine

Une fois encore, les dirigeants occidentaux se félicitent d'un "important pas en avant" que constitue la déclaration politique du 1er Ministre israélien, B. Netanyahu. Ce dernier ayant susurré dans son premier discours de politique étrangère, sa vision d'un futur État palestinien indépendant. Mais de quel "pas" s'agit-il donc ?

Cette vision — il conviendrait de dire ce cauchemar — d'État moribond, croupion, mort-né tel qu'envisagé pourrait obtenir de son occupant, son drapeau et son hymne national. En revanche, il ne pourra bénéficier d'aucun contrôle sur son propre espace maritime, ni aérien et devra être démilitarisé. L'ensemble de ces matières relevant toujours du strict contrôle des forces israéliennes d'occupation. Quelle aubaine pour les Palestiniens de pouvoir ainsi compter sur les attentions protectrices de leur voisin.

Ce futur État ne pourra pas plus envisager d'alliance avec l'Iran qu'avec le Hezbollah.

De même, inutile de revenir sur la Résolution 478 du Conseil de sécurité dénonçant l'annexion de Jérusalem-Est lors de la guerre de 1967 comme violation du droit international, la ville sainte étant une fois encore et pour toutes — comprenez, pour l'éternité — déclarée indivisible et sous souveraineté... du peuple élu. Dans la foulée, le Droit au retour des innombrables réfugiés — Résolution 194 de l'ONU — est lui aussi une nouvelle fois, exclu. Tout comme le gel — illusoire — de l'extension des colonies... malgré l'insistance de la Maison Blanche sur la question. Sans oublier, l'inévitable rengaine de la reconnaissance par l'Autorité palestinienne, du caractère

juif de l'État d'Israël... etc, etc...

Bref, cette vision cauchemardesque, résulte manifestement de la perpétuation d'une mentalité s'apparentant vraiment à ce qui se pratiquait de pire sous le régime de l'apartheid en Afrique du Sud, mais condamné alors par l'ensemble des nations, alors qu'elle semble cette fois, encensée par nos éminences. Ce patchwork de villages épars, divisés, écartelés, emprisonnés entre les colonies tentaculaires et leurs murailles de séparation ressemble à tout sauf à un quelconque État viable, digne de ce nom.

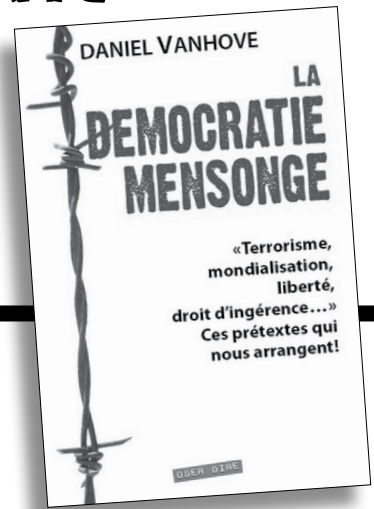
## Qu'en tirer comme perspectives pour le peuple palestinien ?

Que malgré les pressions de Washington, l'invasisseur israélien mène bien son jeu et teste les réactions d'un Occident toujours aussi servile et complaisant.

Que rien, ab-so-lu-ment rien ne change dans la politique menée par Israël à l'encontre de son voisin, quels que soient le parti, la coalition et les responsables à la tête du pays.

Qu'en marge de ces déclarations péremptoires, la situation dans la Bande de Gaza — dont presque plus aucun média ne parle — ne cesse de se dégrader depuis les deux ans que le siège israélien impose lentement mais sûrement son asphyxie, son agonie à un peuple à exténué ne survivant que par approvisionnement clandestin à travers un réseau de galeries souterraines telles des ratières — mais n'allez surtout pas qualifier cet enfermement inhumain de camp d'extermination, vous seriez tout aussi tôt méprisé, voire traité d'antisémite.

Il ne faudra pas s'étonner que lorsque quelque désespéré n'ayant plus rien à



perdre, se radicalisera et se révoltera violemment face à cet état de choses, nos médias et nos grands penseurs — aux petites idées — ne résisteront pas à stigmatiser ces Palestiniens décidément incorrigibles et définitivement terroristes.

Qu'en tirer comme conclusion, sinon que depuis les décennies d'efforts et de sacrifices consentis par la population opprimée de Palestine pour aboutir à une solution équilibrée, aucun progrès ne semble à l'ordre du jour du côté israélien ? Aucune concession sérieuse, aucune réelle ouverture, pas le moindre sens d'une élémentaire justice. Que du contraire, puisque son étreinte sur les territoires palestiniens se fait de plus en plus cruelle, violente et odieuse et que le nombre de victimes augmente quotidiennement.

## Les accords de partage de la Palestine sont caduques

Dès lors, et avant que le pire n'advienne, n'est-il pas temps de conclure que les accords de partage de la Palestine pour l'établissement de ces deux États vivant côte à côte tels que décidés en 1947 ne sont manifestement pas viables et définitivement caduques ?

Et d'avoir enfin le courage politique de les revoir de fond en comble avec cette fois, la présence des premiers intéressés — c'est-à-dire les Palestiniens dont on veut confisquer une part importante du territoire — autour de la table... ■

# Deng a prouvé que le libre marché et les libertés sont deux choses différentes.

## 30 ans de répression sous le signe du libéralisme économique

✦ par Freddy De Pauw

*La Chine avait déjà emprunté depuis dix ans la nouvelle "voie vers le socialisme" – (ou plutôt une voie tournant le dos au socialisme) – quand la mort d'un ancien dirigeant du parti (Hu Yaobang) en avril 1989 a inauguré une première grande crise sur ce chemin. L'hommage à Hu a débouché sur une protestation massive contre les privilèges, les inégalités sociales grandissantes, la corruption, le népotisme et l'arbitraire et cela avant que le Parti Communiste n'ouvre la porte aux entrepreneurs privés répondant à l'appel de Deng "Chinois, enrichissez-vous", "être riche n'est pas une honte". La protestation s'élevait contre les "effets collatéraux", mentionnés ci-dessus, de la voie de Deng vers le "marché libre". Pour stabiliser cette politique, Deng Xiaoping décida en juin 1989 d'étouffer la protestation dans l'œuf. La Chine devait embrasser le marché libre et l'embrancher, mais alors avec un pouvoir autoritaire. Or le marché libre et les libertés démocratiques sont souvent contradictoires, Pinochet l'avait déjà montré au Chili.*

### Antécédents

La violence brutale avec laquelle ce "Printemps de Pékin" a été écrasé a reflété la profonde inquiétude de beaucoup de dirigeants communistes. C'est qu'ils savaient comment durant la période communiste, les Chinois avaient pu se mobiliser en masse. Ils en avaient eux-mêmes abusé dans leur lutte souterraine pour le pouvoir, comme avec la "Grande Révolution Proletarienne Culturelle" en 1965, lorsque Mao

mobilisa massivement pour reconquérir le contrôle du parti. A la mort du premier Zhou en Lai au printemps 1976, des masses de gens s'étaient rendues spontanément à la Place de la Paix Céleste (Tien An Men) pour exiger la réhabilitation de Deng Xiaoping, victime de cette "révolution culturelle". Deng lui-même avait, à la fin de 1978, de nouveau encouragé les étudiants dans leurs campagnes contre l'injustice et les privilèges, pour renforcer sa propre position au sein du Politburo. Mais à chaque fois, pour



les dirigeants, le risque était que ces mobilisations de masse n'aillent "trop loin" et ils avaient peur d'en perdre le contrôle.

Le Printemps de Pékin de 1989 n'était évidemment pas la première mobilisation de masse de la République Populaire. Mais cette fois, elle n'était pas manipulée par un des clans dirigeants. Ça venait de la base et il n'y avait pas dans la bureaucratie dominante un clan qui pensait en tirer un avantage.

### Contrôle

A Zhong Nai, le complexe voisin de la Cité Interdite où logeaient les cadres, les dirigeants ne se rappelaient que trop bien

comment des mouvements de masse peuvent "dérailler". En 1965, Mao Zedong avait attisé la révolution culturelle pour mettre ses adversaires « échec et mat ». Mais lorsque cet énorme mouvement de masse dénonça ici et là les monopoles et les privilèges de la bureaucratie dominante, l'armée fut appelée pour y mettre fin. Les chefs de tous ces "Gardes Révolutionnaires" qui, à la demande de Mao, avaient submergé "le quartier général" (ses opposants), étaient maintenant envoyés dans des

contrées éloignées, sous prétexte de prendre des leçons auprès des masses – mais en réalité pour les bannir et mettre fin au mouvement de masse.

Deng, opposant de Mao, fit la même chose plus tard. Il avait soutenu activement les étudiants et travailleurs qui avaient fait connaître leurs griefs via des journaux muraux fin 1978 et en 1979. Il put ainsi repousser ses contradicteurs et faire passer sa politique des "quatre modernisations" – la voie vers le marché libre. Dès que Deng eut réussi son coup, les journaux muraux furent refoulés dans un endroit isolé à l'extérieur de la ville pour être finalement

interdits en 1980. Différents auteurs de journaux muraux critiques furent arrêtés et traînés devant le tribunal. Wei Jingsheng, un ouvrier du zoo, fut condamné à 14 ans d'enfermement parce qu'il avait demandé une "cinquième modernisation", des droits et libertés démocratiques.

Mais cela n'était pas possible sur "le chemin Chinois vers le socialisme", baptisé aussi "socialisme de marché". Un exemple ? Lors d'une visite en 1982 dans la "zone économique spéciale" de Shenzhen, près de Hongkong, le directeur nous raconta – voyant en nous les représentants d'un pays capitaliste – que les entrepreneurs trouvaient là des conditions sans pareilles. "Les forces de travail les moins chères de la région, des salaires plus bas qu'aux Philippines, un énorme réservoir de forces

néanmoins Pékin craignait que l'implosion imminente du système soviétique (et de l'Union) ne soit pas sans danger pour les communistes chinois.

Les dirigeants chinois estimaient qu'une politique d'ouverture (la glasnost de Mikhaïl Gorbatchev) avait déjà accéléré cette implosion. En matière de libéralisation économique, les communistes chinois allaient beaucoup plus loin que le Kremlin, mais ils avaient maintenant une preuve supplémentaire que celle-ci se déroule mieux sans démocratisation politique et renoncement au monopole du pouvoir. Beaucoup de ces bureaucrates chinois rêvaient déjà autant que leurs collègues soviétiques de devenir de riches entrepreneurs, mais ceci devait se faire sans chocs, en toute continuité. Donc sans implosion du système bureaucratique ou renoncement au monopole du pouvoir. Les bureaucrates chinois et leur entourage voleraient massivement des entreprises, mais tout se passerait dans le cadre des structures de pouvoir existantes.

### Le printemps

Ce syndrome soviétique renforçait la peur que des manifestations de masse échappent au contrôle. On anticipa le danger que la Chine, comme cela s'était déjà produit si souvent, ne s'effondre suite à l'affaiblissement de l'autorité centrale. La Chine était alors déjà engagée depuis dix ans dans l'application résolue de la politique de Deng, autrement dit peu importe que le chat soit gris ou noir, pourvu qu'il attrape des souris. En d'autres termes, l'idéologie était le dernier de ses soucis et donc ce n'est certainement pas pour garantir l'idéologie qu'on a finalement opté pour une répression brutale.

Dans leur hommage à Hu, les manifestants du printemps de 1989 fulminaient surtout contre l'arrogance croissante des nouveaux riches, la corruption croissante, la politique des petits copains, le népotisme, des privilèges énormes, les inégalités sociales grandissantes... Parmi les reproches beaucoup pointaient le fait que les dirigeants foulaient aux pieds leur idéologie officielle et qu'il n'était absolument pas question d'une évolution vers une société socialement juste.

La tête du parti était divisée. Le dirigeant du parti Zhao Ziyang voulait écouter les

griefs. Après quelques jours, ce n'étaient plus seulement les étudiants qui descendaient dans la rue : dans beaucoup de villes, des travailleurs, des fonctionnaires et à peu près toutes les catégories sociales venaient prendre part aux protestations. Zhao considérait que c'était par le dialogue que le mouvement pouvait être le mieux approché puis désarmé. Les media extérieurs lui donnèrent rapidement le surnom de "Gorbatchev chinois", ce qui était tiré par les cheveux, mais cela augmenta encore la méfiance du parti.

Le fait que les exigences des étudiants reçoivent l'approbation d'autres groupes comme les travailleurs, constituait en plus une atteinte au vernis idéologique selon lequel dans la République populaire ce sont les travailleurs et les paysans qui sont au pouvoir. C'était une raison supplémentaire pour ne pas laisser agir le temps. Il est cependant remarquable que la répression soit arrivée à un moment où le mouvement était devenu moins massif. Le point noir se trouvait alors de nouveau sur les campus et la place Tien An Men où les militants voulaient encore rester des mois tandis que le reste de la population ne suivait déjà plus qu'à une certaine distance. Sévir brutalement contre des travailleurs comportait de plus grands risques pour les fondements du régime. Au début de juin, les militants se trouvèrent plus isolés. Ça aurait pu se terminer autrement, sans violence brutale, comme l'ont fait les dirigeants de Shangaï: en infiltrant le mouvement avec des travailleurs loyaux essayant de convaincre les militants que leur action avait réussi et que les dirigeants avaient compris leur message tout en suscitant en même temps des provocations avec violence mises sur le dos des manifestants.

### Tranquillité sociale

La répression du printemps de protestation chinois a mis pour le moins un frein à la libéralisation économique. Il y a bien eu aussi pendant un moment un boycott international de la Chine, mais quand les Américains, les Européens et d'autres ont vu comment des investisseurs taiwanais (et dans une certaine mesure japonais) en profitaient, ça a été vite fini.

Les dirigeants chinois ont su maintenir une certaine paix sociale avec la libéralisation montante. Paix sociale relative, vu que chaque année, il y a des dizaines de milliers d'actions de protestation (conflits dans les entreprises, protestations de paysans



de travail, d'énormes avantages comme l'attribution de terres, le prélèvement d'impôts, l'absence de syndicats..." Et pour garantir tout cela, un régime autoritaire, sinon des syndicats libres peuvent surgir à l'un ou l'autre moment.

### Syndrome

Quand les étudiants sortirent en masse dans la rue en avril 1989 pour rendre hommage à Hu Yaobang décédé, la tête du parti ne pensait pas que ça s'emballerait à ce point. Hu avait été destitué en 1987 après avoir, entre autres, manifesté de la sympathie à des étudiants qui manifestaient contre le négationnisme renaissant au Japon (négarion des crimes de guerre Japonais dans les années 1930-1940). On lui reprochait, en général, un certain laxisme envers ceux qui critiquaient la politique autoritaire allant de pair avec la libéralisation économique.

Les manifestations de 1989 arrivaient à un moment où la bureaucratie à Pékin suivait avec méfiance l'évolution en Union Soviétique. Les situations étaient fort différentes,

contre les expropriations spéculatives et les impôts, protestations environnementales), mais celles-ci restent isolées et ne constituent aucunement une menace. Grâce à la prospérité grandissante, des masses de Chinois ont une vie bien meilleure. La devise est : "Chinois enrichissez-vous (le slogan de Deng en 1980) et taisez-vous".

Mais l'inégalité sociale, la corruption, le népotisme et les privilèges n'ont pas diminué pour autant. Entre-temps, le Parti Communiste défend le choix capitaliste, ce qui rend difficile pour un membre du parti d'être actif en tant que communiste dans une entreprise capitaliste qui a pour but le plus grand profit possible, et donc la plus grande exploitation possible.

Tant que l'expansion économique se maintient et que le bien-être grandit pour une grande partie de la population, il y a peu de risque d'une agitation sociale au niveau national. Mais la tête du parti et ses alliés capitalistes préfèrent le certain à l'incertain et donc l'appareil de répression veille soigneusement à prévenir ces risques. ■

# Cet été, participez aux camps d'action pour le climat!

✦ par David Dessers

Du 10 au 12 juillet et du 3 au 9 août se tiendront en Belgique deux camps d'action pour le climat. Des militants de la LCR sont très actifs dans la préparation de ces camps et nous soutenons donc pleinement ces initiatives. Ces dernières années, en Grande-Bretagne et en Allemagne, des camps similaires ont été organisés, rassemblant des centaines, voire des milliers de participants. Cet été, de tels camps d'action pour le climat auront à nouveau lieu dans une série de pays; en France, au Danemark, en Ecosse, au Pays de Galles, en Irlande, en Grande-Bretagne et en Australie.

Au cours du week-end du 10, 11 et 12 juillet, Climat et Justice Sociale organise pour la seconde fois un "Camping du bonheur" à Maubray, près de Tournai. Il s'agit d'un camp d'action qui poursuit deux objectifs. Premièrement, les activistes du climat et de la justice sociale veulent débattre dans une ambiance conviviale et réfléchir sur la meilleure manière de construire un mouvement social viable contre le changement climatique dans notre pays. Il s'agit ensuite également de protester contre le projet de construction d'un grand centre de ski artificiel dans la région. Toutes les informations pratiques sur le "Camping du bonheur" se trouvent sur le site: [www.climatetjusticesociale.be](http://www.climatetjusticesociale.be)

## Climate Action Now!

Du 3 au 9 août, ce sera près d'Anvers, sur la frontière belgo-néerlandaise. Ce camp est organisé par un collectif pluriel d'activistes de Belgique et des Pays-Bas: alterglobalistes, écologistes, anarchistes, marxistes, etc. Il est soutenu par un large panel d'organisations et de mouvements tels que Voor Moeder Aarde, JNM, Down To Earth, Masereelfonds, Climat et la justice sociale, LCR, Groenfront!, Wise, Eyfa... Le message politique de ce camp est très clair: la crise climatique est un des symptômes d'un système capitaliste en faillite; il faut donc inverser radicalement le cours des choses.

Toutes les informations pratiques sur le camp belgo-hollandais se trouvent sur le site [www.klimaatactiekamp.org](http://www.klimaatactiekamp.org). Le programme y est en partie détaillé et est déjà impressionnant avec des dizaines d'ateliers sur des sujets tels qu'Electrabel, la dette écologique, les énergies alternatives, l'écোসocialisme, écologie et anarchisme, le travail syndical dans le port d'anvers, etc. Les enfants sont les bienvenus à ce camp puisqu'un espace leur est dédié, avec une animation permanente.

Mais le but du camp n'est pas uniquement d'animer des ateliers et d'échanger des expériences. Un camp d'action ne peut pas naturellement se faire... sans action! Le vendredi 7 août par exemple sera justement consacré à cela. Mais, chut, on ne peut préci



sément et publiquement annoncer les choses en détail, pour des raisons évidentes. Le camp d'action soutiendra également la lutte contre la construction du pont Lange Wapper.

Ces camps s'inscrivent également dans la mobilisation vers Copenhague, où en décembre 2009 un nouveau traité international sur le climat doit être conclu. Ce sera exactement dix ans après Seattle, et à cette occasion, les mouvements sociaux européens vont converger vers la capitale danoise pour une mobilisation massive. D'ores et déjà, pour vous inscrire aux camps précités, consultez les sites Web ci-dessous!

[www.climatetjusticesociale.be](http://www.climatetjusticesociale.be)

[www.klimaatactiekamp.org](http://www.klimaatactiekamp.org)



# CAPITALISM ISN'T WORKING

UNEMPLOYMENT OFFICE

## ANOTHER WORLD IS POSSIBLE

